

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 318

5 février 2016

SOMMAIRE

Autonome de Révision	15236	Crown Packaging Lux II S.à r.l.	15222
AZIGEP Société de Participations Financières S.à r.l.	15224	Devon Holdings S.à r.l.	15220
Baticoncept-Promotions S.A.	15221	Eltop Holdings S.A.	15221
Begeo S.à r.l.	15258	European Direct Property III S.A.	15221
Benelux-Management S.A.	15221	La Haie Blanche S.A. Luxembourg	15219
Bizibox S.A.	15222	LEM S.A.	15219
BMH Investments Holding S.à r.l., SPF	15255	Le Pique Assiette S.à r.l.	15219
Bonel S.A.	15224	Lexington Participations S.A.	15218
Brescia Real Estate S.A.	15223	Lexington Participations S.A.	15218
Brescia Real Estate S.A.	15224	Lexington Participations S.A.	15218
Brescia Real Estate S.A.	15223	Lilja Fund SICAV-SIF	15218
Brescia Real Estate S.A.	15223	LIM Investment S.A.	15218
Brondi Finanziaria S.A.	15224	Lisac s.à r.l.	15220
Cantac S.A.	15223	Lombard Financial Investments S.A.	15219
Cathay Capital Europe S.à r.l.	15224	Longterme Finance S.A.	15219
Celtic Manco S.C.A.	15236	May-Lily S.A.	15220
Chrono Star International Participations Groupe Franck Muller S.A.	15225	MCD Team S.A.	15220
Chrono Star International Participations Groupe Franck Muller S.à r.l.	15225	Mea International S.A.	15220
Colyzeo II Development S.à r.l.	15222	Mederach Investments S.à r.l.	15221
Colyzeo II Development S.à r.l.	15222	Media Entertainment Communication Hold- ing S.à r.l.	15264
Construction de métal Gerhard Reh	15223	Merlin UK Property Venture 2 S.à r.l.	15264
Corestate Capital Holding S.A.	15247	New Suifeng S.A.	15263
Crown Packaging Lux III S.à r.l.	15222	Opportunity One	15262
		Société Foncière et Immobilière du Sud S.A.	15261

Lilja Fund SICAV-SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAF - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-2621 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.
R.C.S. Luxembourg B 192.029.

Les comptes annuels au 31.08.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 3 décembre 2015.

Pour: LILJA FUND SICAV-SIF

Société anonyme sous la forme d'une société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé
Experta Luxembourg
Société anonyme

Référence de publication: 2015197010/14.

(150220322) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Lexington Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 85.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015197006/10.

(150220993) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Lexington Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 85.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015197007/10.

(150220994) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Lexington Participations S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.
R.C.S. Luxembourg B 85.699.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2015197008/10.

(150220995) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

LIM Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4823 Rodange, 1, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 63.849.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015197011/10.

(150221078) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

LEM S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 158.832.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 décembre 2015.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015197005/12.

(150220116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

La Haie Blanche S.A. Luxembourg, Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.
R.C.S. Luxembourg B 67.649.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015197000/12.

(150220578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Lombard Financial Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 12D, Impasse Drosbach.
R.C.S. Luxembourg B 68.401.

Le Bilan au 31 DECEMBRE 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Référence de publication: 2015197019/10.

(150220378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Longterme Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 84.927.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2015197020/10.

(150220745) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Le Pique Assiette S.à.r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4750 Pétange, 3-5, route de Longwy.
R.C.S. Luxembourg B 118.120.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015197004/10.

(150221026) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Devon Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 7A, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 185.751.

Le Bilan et l'affectation du résultat au 31 Décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 Décembre 2015.

Devon Holdings S.à r.l.
Domenico Latronico
Gérant B

Référence de publication: 2015200677/14.

(150224949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2015.

Lisac s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6136 Junglinster, 20C, rue de la Montagne.
R.C.S. Luxembourg B 120.676.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 04/12/2015.

Référence de publication: 2015197014/10.

(150220442) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

May-Lily S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.
R.C.S. Luxembourg B 159.982.

Les comptes annuels au 31 DECEMBRE 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUCIAIRE CONTINENTALE S.A.

Référence de publication: 2015197076/10.

(150220049) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

MCD Team S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1637 Luxembourg, 5, rue Goethe.
R.C.S. Luxembourg B 174.501.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2015197079/10.

(150221102) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Mea International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 169.157.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signatures.

Référence de publication: 2015197083/10.

(150220056) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

Mederach Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2156 Luxembourg, 30, Millegaessel.

R.C.S. Luxembourg B 98.549.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 4 décembre 2015.

Référence de publication: 2015197084/10.

(150220680) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 décembre 2015.

EDP III S.A., European Direct Property III S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 112.387.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

European Direct Property III S.A.

En abrégé EDP III S.A.

Référence de publication: 2015200702/11.

(150225318) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2015.

Eltop Holdings S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 73.813.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour ELTOP HOLDINGS S.A.

Société Anonyme

SOFINEX S.A.

Société Anonyme

Référence de publication: 2015200711/13.

(150225169) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 décembre 2015.

Baticoncept-Promotions S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2409 Strassen, 6, Cité Rackenberg.

R.C.S. Luxembourg B 33.217.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203363/10.

(150229092) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Benelux-Management S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 6, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 77.611.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203369/10.

(150228761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Bizibox S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4123 Esch-sur-Alzette, 4, rue du Fossé.
R.C.S. Luxembourg B 124.952.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203373/10.

(150229168) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Crown Packaging Lux II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: USD 13.207.770,00.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 156.282.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015203422/12.

(150228590) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Crown Packaging Lux III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1450 Luxembourg, 73, Côte d'Eich.
R.C.S. Luxembourg B 184.361.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 décembre 2015.

Signature

Un mandataire

Référence de publication: 2015203423/12.

(150228608) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Colyzeo II Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 133.184.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203410/10.

(150229117) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Colyzeo II Development S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 133.184.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203411/10.

(150229136) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Construction de métal Gerhard Reh, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6778 Grevenmacher, 3, Schaffmill.

R.C.S. Luxembourg B 147.533.

Der Jahresabschluss zum 31. Dezember 2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Unterschrift.

Référence de publication: 2015203413/10.

(150229095) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Cantac S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2661 Luxembourg, 42, rue de la Vallée.

R.C.S. Luxembourg B 134.138.

Les comptes annuels au 30.06.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 décembre 2015.

Pour: CANTAC S.A.

Société anonyme

Experta Luxembourg

Société anonyme

Référence de publication: 2015203426/14.

(150228555) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Brescia Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 136.225.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203383/10.

(150229378) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Brescia Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 136.225.

Les comptes annuels au 31 décembre 2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203384/10.

(150229379) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Brescia Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.

R.C.S. Luxembourg B 136.225.

Les comptes annuels au 31 décembre 2010 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203385/10.

(150229380) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Bonel S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 116.973.

Les comptes annuels au 30 juin 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BONEL S.A.
Société Anonyme
Signature

Référence de publication: 2015203377/12.

(150228949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Brescia Real Estate S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5367 Schuttrange, 64, rue Principale.
R.C.S. Luxembourg B 136.225.

Les comptes annuels au 31 décembre 2009 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Schuttrange, le 16 décembre 2015.

Référence de publication: 2015203386/10.

(150229381) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Brondi Finanziaria S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1219 Luxembourg, 23, rue Beaumont.
R.C.S. Luxembourg B 49.927.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 14 décembre 2015.

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION
Signature

Référence de publication: 2015203391/12.

(150229041) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

Cathay Capital Europe S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.158,00.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, rue Nicolas Simmer.
R.C.S. Luxembourg B 161.642.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015203405/10.

(150228941) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

AZIGEP Société de Participations Financières S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 26, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 158.490.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 de la société AZIGEP Société de Participations Financières S. à r.l. ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015203331/10.

(150228825) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 17 décembre 2015.

**Chrono Star International Participations Groupe Franck Muller S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Chrono Star International Participations Groupe Franck Muller S.A.).**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 22-24, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 62.229.

In the year two thousand and fifteen, on the seventeenth day of the month of November;

Before Us Me Carlo WERSANDT, notary residing at Luxembourg, (Grand Duchy of Luxembourg), undersigned;

Was held

an extraordinary general meeting of shareholders of the public limited liability company (société anonyme) established and existing in the Grand Duchy of Luxembourg under the name CHRONO STAR INTERNATIONAL PARTICIPATIONS GROUPE FRANCK MULLER S.A., with registered office at 22-24, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 62 229 (the "Company"). The Company has been incorporated pursuant to a notarial deed of Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand-Duchy of Luxembourg, on 10 December 1997, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations under number 199 on 1 April 1998, lastly amended pursuant to a deed of Maître Jean SECKLER, prenamed, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations under number 1034, on 30 April 2013.

The meeting elects as chairman Mrs Carine GRUNDHEBER, employee, with professional address in Luxembourg (the "Chairman");

The Chairman designates as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs Alexia UHL, employee, with professional address in Luxembourg;

The office of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by them are shown on an attendance list signed by their proxyholder, by the office of the meeting and by the notary. The said list as well as the proxies signed, ne varietur, will be registered with the deed.

II. Pursuant to the attendance list, the whole share capital is represented in this extraordinary general meeting.

III. The present meeting can validly deliberate on the following agenda:

Agenda:

1. Change of legal form of the Company in order to transform it from its current form of a public limited liability company (société anonyme) into a private limited company (société à responsabilité limitée);

2. Restatement of the Company's articles of association;

3. Acknowledgment of the resignation of the directors of the Company and granting discharge;

4. Acknowledgment of the resignation of the statutory auditor and granting discharge;

5. Appointment of the new managers of the Company;

6. Appointment of an independent auditor of the Company;

7. Miscellaneous.

After having discussed on the above items, the meeting, unanimously, takes the following resolutions:

First resolution

The meeting resolves to change the legal form of the Company in order to transform it from its current form of a public limited liability company (société anonyme) into a private limited liability company (société à responsabilité limitée) (the "Conversion").

Consequently, the eleven million three hundred seventy-five thousand (11,375,000) current shares are replaced by eleven million three hundred seventy-five thousand (11,375,000) corporate units with a nominal value of two Swiss Francs (CHF 2) each.

Each shareholder will receive an "S.à r.l. sharequota" against an "S.A. share".

The meeting states that the eleven million three hundred seventy-five thousand (11,375,000) corporate units are held as follows:

- Beleggingsmaatschappij Jongo B.V., with registered office in Prins Bernhardplein 200, 1097 B Amsterdam: 6,300,250 corporate units.

- Mr Vartan Sirmakes, residing in 22 bis Chemin du Nant d'Argent, CH-1223 Cologny: 4,199,750 corporate units.

- FMTM Distribution Ltd, with registered office in Akara Building 24 de Castro Street, Wickhams Cay 1 Road Town, Tortola: 875,000 corporate units.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolutions and further to the Conversion referred above, the meeting resolves to fully restate the Company's articles of association, which shall henceforth read as follow:

I. Name - Registered office - Object - Duration

Art. 1. Name. The name of the private limited liability company is "Chrono Star International Participations Groupe Franck Muller S.à r.l." (the "Company"). The Company is a private limited liability company (société à responsabilité limitée) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg and, in particular, the law of August 10, 1915, on commercial companies, as amended (the "Law"), and these articles of association (the "Articles").

Art. 2. Registered office.

2.1. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the municipality by a resolution of the board of managers (the "Board"). The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the Board. Where the Board determines that extraordinary political, economic, social or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events may interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these circumstances. Such temporary measures have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, remains a Luxembourg incorporated company.

Art. 3. Corporate object.

3.1. The object of the Company is the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the management of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise. It may further invest in the acquisition and management of a portfolio of intellectual property rights of any nature or origin whatsoever. It may open branches in Luxembourg and abroad.

3.2. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. It may also give guarantees and grant securities interest in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company which form part of the group of companies to which the Company belongs. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets.

3.3. The Company may employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.4. The Company may generally carry out any commercial, industrial or financial operation, which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

3.5. The Company's object is also the manufacturing, the selling, the purchasing, and the brokerage of luxury products, and specifically those relating to the watchmaking and the jewellery.

Art. 4. Duration.

4.1. The Company is formed for an unlimited duration.

4.2. The Company is not dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting one or several members.

II. Capital - Corporate units

Art. 5. Capital.

5.1. The corporate capital is set at twenty-two million seven hundred fifty thousand Swiss Francs (22,750,000 CHF), represented by eleven million three hundred seventy-five thousand (11,375,000) corporate units in registered form, having a par value of two Swiss Francs (CHF 2) each, all subscribed and fully paid-up.

5.2. The corporate capital may be increased or decreased in one or several times by a resolution of the members, acting in accordance with the conditions prescribed for the amendment of the Articles.

Art. 6. Corporate units.

6.1. The corporate units are indivisible and the Company recognizes only one (1) owner per corporate unit. In case of joint ownership on one or several corporate unit(s) the members shall designate one (1) owner by corporate unit.

6.2. Corporate units are freely transferable among members.

Where the Company has a sole member, corporate units are freely transferable to third parties.

Where the Company has more than one member, the transfer of corporate units (inter vivos) to third parties is subject to the prior approval of the members representing at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

The transfer of corporate units by reason of death to third parties must be approved by the members representing at least three-quarters (3/4) of the rights owned by the survivors.

A corporate unit transfer is only binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the Civil Code.

6.3. A register of members is kept at the registered office and may be examined by each member upon request.

6.4. The Company may redeem its own corporate units provided that the Company has sufficient distributable reserves for that purpose or if the redemption results from a reduction of the Company's corporate capital.

III. Management - Representation

Art. 7. Appointment and Removal of managers.

7.1. The Company is managed by one or more managers appointed by a resolution of the members, which sets the term of their office. The managers need not be members.

7.2. The managers may be removed at any time (with or without cause) by a resolution of the members.

Art. 8. Board of managers. If several managers have been appointed, they will constitute a board of managers (the "Board"). The member(s) may decide to qualify the appointed managers as category A managers (the "Category A Managers") and category B managers (the "Category B Managers").

8.1. Powers of the board of managers

(i) All powers not expressly reserved to the member(s) by the Law or the Articles fall within the competence of the Board, who has all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the corporate object.

(ii) Special and limited powers may be delegated for specific matters to one or more agents by the Board.

(iii) The Board may from time to time sub-delegate its powers for specific tasks to one or several ad hoc agent(s) who need not be member(s) or manager(s) of the Company. The Board will determine the powers, duties and remuneration (if any) of its agent(s), the duration of the period of representation and any other relevant conditions of his/their agency.

8.2. Day-to-day management

The Board may delegate all or part of its powers concerning the day-to-day management and the representation of the corporation in connection therewith to one or more managers or other officers; they need not be shareholders of the Company. Delegation to a member of the Board is subject to a previous authorization of the general meeting.

8.3. Procedure

(i) The Board meets upon the request of any manager, at the place indicated in the convening notice which, in principle, is in Luxembourg.

(ii) Written notice of any meeting of the Board is given to all managers at least twenty-four (24) hours in advance, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) No notice is required if all members of the Board are present or represented and if they state to have full knowledge of the agenda of the meeting. Notice of a meeting may also be waived by a manager, either before or after a meeting. Separate written notices are not required for meetings that are held at times and places indicated in a schedule previously adopted by the Board.

(iv) A manager may grant a power of attorney to another manager in order to be represented at any meeting of the Board.

(v) The Board can deliberate or act validly only if a majority of the managers is present or represented at a meeting of the board of managers, including at least one Category A Manager and one Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers. Decisions shall be taken by a majority vote of the managers present or represented at such meeting, including at least one vote of a Category A Manager and one vote of a Category B Manager in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers.

(vi) The resolutions of the meeting of the Board are taken in written form and reported on minutes. Such minutes are signed by all the managers present.

(vii) Any manager may participate in any meeting of the Board by telephone or video conference or by any other means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to identify, hear and speak to each other. The participation by these means is deemed equivalent to a participation in person at a meeting duly convened and held. The meeting will be dated as at the date of the holding. The decision will also be valid as the date of the holding. The minutes will be signed later by the manager participating to the Board by such means.

(viii) Circular resolutions signed by all the managers (the “Managers Circular Resolutions”), are valid and binding as if passed at a Board meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

8.4. Representation

(i) The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signature of any Category A Manager and any Category B Manager of the Company in the case that the member(s) has(have) qualified the managers as Category A Managers and Category B Managers or by the joint or single signatures of any persons to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with articles 8.1. (ii) and 9.3 of these Articles.

(ii) The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated by the Board.

Art. 9. Sole manager.

9.1 If the Company is managed by a sole manager, any reference in the Articles to the Board or the managers is to be read as a reference to such sole manager, as appropriate.

9.2. The Company is bound towards third parties by the signature of the sole manager.

9.3. The Company is also bound towards third parties by the signature of any persons to whom special powers have been delegated.

Art. 10. Liability of the managers. The managers may not, by reason of their mandate, be held personally liable for any commitments validly made by them in the name of the Company, provided such commitments comply with the Articles and the Law.

IV. Member(s)

Art. 11. General meetings of members and Members circular resolutions.

11.1. Powers and voting rights

(i) Resolutions of the members are adopted at a general meeting of members (the “General Meeting”) or by way of circular resolutions (the “Members Circular Resolutions”) in case the number of members of the Company is less or equal to twenty-five (25).

(ii) Where resolutions are to be adopted by way of Members Circular Resolutions, the text of the resolutions is sent to all the members, in accordance with the Articles. In such case, each Member shall give his vote in writing. If passed, Members Circular Resolutions are valid and binding as if passed at a General Meeting duly convened and held and bear the date of the last signature.

(iii) Each corporate unit entitles to one (1) vote.

11.2. Notices, quorum, majority and voting procedures

(i) The members are convened to General Meetings or consulted in writing at the initiative of any manager or members representing more than one-half (1/2) of the corporate capital.

(ii) Written notice of any General Meeting is given to all members at least eight (8) calendar days in advance of the date of the meeting, except in case of emergency, the nature and circumstances of which are set forth in the notice of the meeting.

(iii) General Meetings are held at such place and time specified in the notices.

(iv) If all the members are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda of the meeting, the General Meeting may be held without prior notice.

(v) A member may grant a written power of attorney to another person, whether or not a member, in order to be represented at any General Meeting.

(vi) Resolutions to be adopted at General Meetings or by way of Members Circular Resolutions are passed by members owning more than one-half (1/2) of the corporate capital. If this majority is not reached at the first General Meeting or first written consultation, the members are convened by registered letter to a second General Meeting or consulted a second time and the resolutions are adopted at the General Meeting or by Members Circular Resolutions by a majority of the votes cast, regardless of the proportion of the corporate capital represented.

(vii) The Articles are amended with the consent of a majority (in number) of members owning at least three-quarters (3/4) of the corporate capital.

(viii) Any change in the nationality of the Company and any increase of a member's commitment in the Company require the unanimous consent of the members.

Art. 12. Sole member.

12.1. Where the number of members is reduced to one (1), the sole member exercises all powers conferred by the Law to the General Meeting.

12.2. Any reference in the Articles to the members and the General Meeting or to Members Circular Resolutions is to be read as a reference to such sole member or the resolutions of the latter, as appropriate.

12.3. The resolutions of the sole member are recorded in minutes or drawn up in writing.

V. Annual accounts - Allocation of profits - Supervision

Art. 13. Financial year and Approval of annual accounts.

13.1. The financial year begins on the first (1st) of January of each year and ends on the thirty-first (31) of December of the same year.

13.2. Each year, the Board prepares the balance sheet and the profit and loss account, as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the manager(s) and members towards the Company.

13.3. Each member may inspect the inventory and the balance sheet at the registered office.

13.4. The balance sheet and profit and loss account are approved at the annual General Meeting or by way of Members Circular Resolutions within six (6) months from the closing of the financial year.

13.5. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the annual General Meeting shall be held each year on the third Friday of May each year at 11.00 am at the registered office of the Company, and if such day is not a day on which banks are opened for general business in the city of Luxembourg (i.e. a "Business Day"), on the next following Business Day at the same time and place.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1. In case the number of members of the Company exceeds twenty-five (25), the supervision of the Company shall be entrusted to one or more statutory auditor(s) (commissaire(s) aux comptes), who may or may not be members.

14.2. The operations of the Company are supervised by one or several independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises), when so required by law.

14.3. The members appoint the statutory auditor (commissaire aux comptes), if any and independent auditor (réviseur d'entreprises), if any, and determine their number, remuneration and the term of their office, which may not exceed six (6) years. The statutory auditor (commissaire aux comptes) and the independent auditor (réviseur d'entreprises) may be reappointed.

Art. 15. Allocation of profits.

15.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) is allocated to the reserve required by Law. This allocation ceases to be required when the legal reserve reaches an amount equal to ten per cent (10%) of the corporate capital.

15.2. The members determine how the balance of the annual net profits is disposed of. It may allocate such balance to the payment of a dividend, transfer such balance to a reserve account or carry it forward.

15.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i) interim accounts are drawn up by the Board;
- (ii) these interim accounts show that sufficient profits and other available reserves (including share premium) are available for distribution; and
- (iii) the decision to distribute interim dividends must be taken by the Board within two (2) months from the date of the interim accounts.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1. The Company may be dissolved at any time, by a resolution of the members, adopted by one-half (1/2) of the members holding three-quarters (3/4) of the corporate capital. The members appoint one or several liquidators, who need not be members, to carry out the liquidation and determine their number, powers and remuneration. Unless otherwise decided by the members, the liquidators have the broadest powers to realize the assets and pay the liabilities of the Company.

16.2. The surplus after the realization of the assets and the payment of the liabilities is distributed to the members in proportion to the corporate units held by each of them.

VII. General provisions

Art. 17.

17.1. Notices and communications are made or waived and the Managers Circular Resolutions as well as the Members Circular Resolutions are evidenced in writing, by telegram, telefax, e-mail or any other means of electronic communication.

17.2. Powers of attorney are granted by any of the means described above. Powers of attorney in connection with Board meetings may also be granted by a manager in accordance with such conditions as may be accepted by the Board.

17.3. Signatures may be in handwritten or electronic form, provided they fulfill all legal requirements to be deemed equivalent to handwritten signatures. Signatures of the Managers Circular Resolutions or the Members Circular Resolutions, as the case may be, are affixed on one original or on several counterparts of the same document, all of which taken together constitute one and the same document.

17.4. All matters not expressly governed by the Articles are determined in accordance with the Law and, subject to any non-waiver provisions of the law, any agreement entered into by the members from time to time.

Third resolution

Subject to the approval of the Conversion, the meeting resolves to acknowledge the resignation of Mr. Patrick T. Bittel, as category A director of the Company, Mr. Ege Tibin, as category A director of the Company, Mr. Vartan Sirmakes, as category B director of the Company, and Mr. Pieter Oosthoek, as category B director of the Company and to grant them full discharge or the exercise of their mandate until today.

Fourth resolution

Subject to the approval of the Conversion, the meeting resolves to acknowledge the resignation of Mr. Arnaud Yamalian as statutory auditor of the Company and grant him full discharge for the exercise of his mandate as of today.

Fifth resolution

Subsequently, the meeting resolves to appoint the following persons as managers of the Company as follows:

- Category A managers:

* Mr. Patrick T. Bittel, born in Zurich, Switzerland, on April 14, 1957, residing in 10, route de Florissant, CH-1206 Geneva, Switzerland;

* Mr. Ege Tibin, born in Remlingen, Germany, on September 11, 1972, residing in 1B, rue de Reckange, L-3943 Mondercange, Grand-Duchy of Luxembourg;

* Mr. Vartan Sirmakes, born in Istanbul, Turkey, on February 11, 1956, residing in 22bis, Chemin du Nant d'Argent, CH-1223 Cologny, Switzerland;

- Category B managers:

* Mr. Bertrand De Craecker, born on 17 November 1978 in Brussels, Belgium, residing in 22-24, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

* Mr. Manfred Gehlen, born on 26 October 1960 in Eupen, Belgium, residing in 1 Kirichneck, L-9990 Weiswampach, Grand-Duchy of Luxembourg.

Seventh resolution

Subsequently, the meeting resolves to appoint Mr. Arnaud Yamalian, prenamed, as independent auditor of the Company. There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

Statement

The undersigned notary who understands and speaks English, states that on the request of the above appearing parties, the present deed is worded in English, followed by a French version and on request of the same appearing parties and in the event of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read and explained to the meeting and to the members of the bureau, each and all known by the undersigned notary, the appearing persons signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le dix-septième jour du mois de novembre;

Pardevant Nous Maître Carlo WERSANDT, notaire de résidence à Luxembourg, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

S'est tenue

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme constituée et existante sous les lois de Luxembourg, dénommée CHRONO STAR INTERNATIONAL PARTICIPATIONS GROUPE FRANCK MULLER S.A., ayant son siège social au 22-24, Boulevard Royal, L-2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 62 229 (la «Société»). La Société a été constituée par acte de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, le 10 décembre 1997, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 199 le 1^{er} avril 1998, modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Jean SECKLER, prenommé, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations numéro 1034, le 30 avril 2013.

L'assemblée élit Madame Carine GRUNDHEBER, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg, comme président (le «Président»);

Le Président nomme comme scrutateur l'assemblée désigne comme secrétaire et scrutatrice Madame Alexia UHL, employée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le Président expose et requiert le notaire d'acter que:

I. Les actionnaires présents ou représentés ainsi que le nombre d'actions qu'ils possèdent sont référencés sur une liste de présence signée par les mandataires, le bureau de l'assemblée et le notaire. Ladite liste ainsi que les procurations signées «ne varietur», seront enregistrées avec l'acte.

II. D'après la liste de présence, la totalité du capital social est représentée à cette assemblée générale extraordinaire.

III. La présente assemblée peut valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour:

1. Transformation de la forme sociale de la Société pour la transformer de sa forme actuelle de société anonyme en une société à responsabilité limitée;
2. Refonte des statuts de la Société;
3. Acceptation de la démission des administrateurs de la Société avec pleine et entière décharge de leur mandat;
4. Acceptation de la démission du commissaire aux comptes avec décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat;
5. Nomination des nouveaux gérants de la Société;
6. Nomination d'un réviseur d'entreprise indépendant pour la Société;
7. Divers.

Après discussion sur les sujets susmentionnés, l'assemblée, à l'unanimité, prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier la forme sociale de la Société afin de la transformer de sa forme actuelle de société anonyme en une société à responsabilité limitée (la «Conversion»).

Par conséquent les onze millions trois cent soixante-quinze mille (11.375.000) actions actuelles sont remplacées onze millions trois cent soixante-quinze mille (11.375.000) parts sociales d'une valeur nominale de deux Francs Suisse (2 CHF) chacune.

Chaque associé recevra une "part sociale S.à r.l." en échange d'une "action S.A.".

L'assemblée constate que les onze millions trois cent soixante-quinze mille (11.375.000) parts sociales sont détenues comme suit:

- Beleggingsmaatschappij Jongo B.V., avec siège social à Prins Bernhardplein 200, 1097 B Amsterdam: 6.300.250 parts sociales.
- Monsieur Vartan Sirmakes, demeurant à 22 bis Chemin du Nant d'Argent, CH-1223 Cologny: 4.199.750 parts sociales.
- FMTM Distribution Ltd, avec siège social à Akara Building 24 de Castro Street, Wickhams Cay 1 Road Town, Tortola: 875.000 parts sociales.

Deuxième résolution

En conséquence de la précédente résolution et suite à la Conversion mentionnée ci-dessus, l'assemblée décide de refondre intégralement les statuts de la Société qui doivent dorénavant se lire comme suit:

I. Dénomination - Siège social - Objet - Durée

Art. 1^{er}. Dénomination. Le nom de la société à responsabilité limitée est "Chrono Star International Participations Groupe Franck Muller S.à r.l." (la «Société»). La Société est une société à responsabilité limitée régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, et en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), ainsi que par les présents statuts (les «Statuts»).

Art. 2. Siège social.

2.1 Le siège social de la Société est établi à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg. Il peut être transféré dans la commune par décision du conseil de gérance (le «Conseil»). Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution des associés, selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

2.2 Il peut être créé des succursales, filiales ou autres bureaux tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger par décision du Conseil. Lorsque le Conseil estime que des développements ou événements extraordinaires d'ordre politique, économique, social ou militaire se sont produits ou sont imminents, et que ces développements ou événements sont de nature à compromettre les activités normales de la Société à son siège social, ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger, le siège social peut être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances. Ces mesures provisoires n'ont aucun effet sur la nationalité de la Société qui, nonobstant le transfert provisoire de son siège social, reste une société luxembourgeoise.

Art. 3. Objet social.

3.1. La Société a pour objet la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et la gestion de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers émis par toute entité publique ou privée.

Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise. Elle pourra en outre investir dans l'acquisition et la gestion d'un portefeuille de droits de propriété intellectuelle de quelque nature ou origine que ce soit. Elle pourra créer des succursales à Luxembourg et à l'étranger.

3.2. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle pourra procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'actions et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts et/ou de créances. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. Elle pourra également consentir des garanties et des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société qui fait partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs.

3.3. La Société pourra employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.4. La Société pourra, d'une manière générale, réaliser toutes opérations commerciales, techniques et financières, qui lui sembleront nécessaires à l'accomplissement et au développement de son objet.

3.5. L'objet de la Société est également la fabrication, la vente, l'achat et le courtage de produits de luxe, en particulier ceux spécifiques à l'horlogerie et à la bijouterie.

Art. 4. Durée.

4.1 La Société est formée pour une durée indéterminée.

4.2 La Société n'est pas dissoute en raison de la mort, de la suspension des droits civils, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant un ou plusieurs associés.

II. Capital - Parts sociales

Art. 5. Capital.

5.1 Le capital social est fixé à vingt-deux millions sept cent cinquante mille Francs Suisse (22.750.000 CHF), représenté par onze millions trois cent soixante-quinze mille (11.375.000) parts sociales sous forme nominative, ayant une valeur nominale de deux Francs Suisse (2 CHF) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

5.2 Le capital social peut être augmenté ou réduit à une ou plusieurs reprises par une résolution des associés, adoptée selon les modalités requises pour la modification des Statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Les parts sociales sont indivisibles et la Société ne reconnaît qu'un (1) seul propriétaire par part sociale. En cas d'indivision sur une ou plusieurs part(s) sociale(s) les associés désigneront un (1) propriétaire par part sociale.

6.2 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Lorsque la Société a un associé unique, les parts sociales sont librement cessibles aux tiers.

Lorsque la Société a plus d'un associé, la cession des parts sociales (inter vivos) à des tiers est soumise à l'accord préalable des associés représentant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

La cession de parts sociales à un tiers par suite du décès doit être approuvée par les associés représentant les trois-quarts (3/4) des droits détenus par les survivants.

Une cession de parts sociales n'est opposable à l'égard de la Société ou des tiers, qu'après avoir été notifiée à la Société ou acceptée par celle-ci conformément à l'article 1690 du Code Civil.

6.3 Un registre des associés est tenu au siège social et peut être consulté à la demande de chaque associé.

6.4 La Société peut racheter ses propres parts sociales à condition que la Société ait des réserves distribuables suffisantes à cet effet ou que le rachat résulte de la réduction du capital social de la Société.

III. Gestion - Représentation

Art. 7. Nomination et révocation des gérants.

7.1 La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par une résolution des associés, qui fixe la durée de leur mandat. Les gérants ne doivent pas obligatoirement être associés.

7.2 Les gérants sont révocables à tout moment (avec ou sans raison) par une décision des associés.

Art. 8. Conseil de gérance. Si plusieurs gérants sont nommés, ils constituent le conseil de gérance (le «Conseil»). Les associés peuvent décider de nommer les gérants en tant que gérant(s) de catégorie A (les «Gérants de Catégorie A») et gérant(s) de catégorie B (les «Gérants de Catégorie B»).

8.1 Pouvoirs du conseil de gérance

(i) Tous les pouvoirs non expressément réservés par la Loi ou les Statuts à ou aux associés sont de la compétence du Conseil, qui a tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social.

(ii) Des pouvoirs spéciaux et limités peuvent être délégués par le Conseil à un ou plusieurs agents pour des tâches spécifiques.

(iii) Le Conseil peut ponctuellement subdéléguer ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc, le(s)quel(s) peut (peuvent) ne pas être associé(s) ou gérant(s) de la Société. Le Conseil détermine les responsabilités et la rémunération (s'il y a lieu) de ce(s) agent(s), la durée de son/leur mandat(s) ainsi que toutes autres conditions de son/leur mandat(s).

8.2. Gérant en charge de la gestion quotidienne

Le Conseil peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs relatifs à la gestion quotidienne et à la représentation de la Société à un ou plusieurs gérants ou à d'autres agents; ils n'auront pas besoin de revêtir la qualité d'associé de la Société. La délégation à un membre du Conseil est sujette à l'autorisation préalable de l'assemblée générale.

8.3. Procédure

(i) Le Conseil se réunit sur convocation d'un gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation, qui en principe, est au Luxembourg.

(ii) Il est donné à tous les gérants une convocation écrite de toute réunion du Conseil au moins vingt-quatre (24) heures à l'avance, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature et les circonstances de cette urgence sont mentionnées dans la convocation à la réunion.

(iii) Aucune convocation n'est requise si tous les membres du Conseil sont présents ou représentés et s'ils déclarent avoir parfaitement eu connaissance de l'ordre du jour de la réunion. Un gérant peut également renoncer à la convocation à une réunion, que ce soit avant ou après ladite réunion. Des convocations écrites séparées ne sont pas exigées pour des réunions se tenant dans des lieux et à des heures fixées dans un calendrier préalablement adopté par le Conseil.

(iv) Un gérant peut donner une procuration à un autre gérant afin de le représenter à toute réunion du Conseil.

(v) Le Conseil ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité de ses membres est présente ou représentée, comprenant au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B. Les décisions du Conseil sont valablement adoptées à la majorité des voix des gérants présents ou représentés, comprenant au moins un vote d'un Gérant de Catégorie A et un vote d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B.

(vi) Les résolutions de la réunion du Conseil sont prises par écrit et inscrites sur un procès-verbal. Ce procès-verbal est signé par tous les gérants présents.

(vii) Tout gérant peut participer à toute réunion du Conseil par téléphone ou visioconférence ou par tout autre moyen de communication permettant à l'ensemble des personnes participant à la réunion de s'identifier, de s'entendre et de se parler. La participation par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à une réunion valablement convoquée et tenue. La réunion du Conseil sera datée à la date de sa tenue. Les résolutions seront également valables au jour de la réunion. Le procès-verbal sera signé plus tard par le gérant participant au Conseil par de tels moyens.

(viii) Des résolutions circulaires signées par tous les gérants (les «Résolutions Circulaires des Gérants») sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une réunion du Conseil valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

8.4 Représentation

(i) La Société sera engagée, en tout circonstance, vis-à-vis des tiers par les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B si les gérants sont nommés en tant que Gérants de Catégorie A et Gérants de Catégorie B, ou par les signatures conjointes ou la signature unique de toutes personnes à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément aux articles 8.1. (ii) et 9.3 des Statuts.

(ii) La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués par le Conseil.

Art. 9. Gérant unique.

9.1 Si la Société est gérée par un gérant unique, toute référence dans les Statuts au Conseil ou aux gérants doit être considérée, le cas échéant, comme une référence au gérant unique.

9.2 La Société est engagée vis-à-vis des tiers par la signature du gérant unique.

9.3 La Société est également engagée vis-à-vis des tiers par la signature de toutes personnes à qui des pouvoirs spéciaux ont été délégués.

Art. 10. Responsabilité des gérants. Les gérants ne contractent, à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle concernant les engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont conformes aux Statuts et à la Loi.

IV. Associé(s)

Art. 11. Assemblées générales des associés et résolutions circulaires des associés.

11.1 Pouvoirs et droits de vote

(i) Les résolutions des associés sont adoptées en assemblée générale des associés (l'«Assemblée Générale») ou par voie de résolutions circulaires (les «Résolutions Circulaires des Associés») dans le cas où le nombre d'associés est égal ou moindre que vingt-cinq (25).

(ii) Dans le cas où les résolutions sont adoptées par Résolutions Circulaires des Associés, le texte des résolutions est communiqué à tous les associés, conformément aux Statuts. Dans un tel cas, chaque associé doit donner son vote par écrit. Si elles sont adoptées, les Résolutions Circulaires des Associés sont valables et engagent la Société comme si elles avaient été adoptées lors d'une Assemblée Générale valablement convoquée et tenue et portent la date de la dernière signature.

(iii) Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.2 Convocations, quorum, majorité et procédure de vote

(i) Les associés sont convoqués aux Assemblées Générales ou consultés par écrit à l'initiative de tout gérant ou des associés représentant plus de la moitié (1/2) du capital social.

(ii) Une convocation écrite à toute Assemblée Générale est donnée à tous les associés au moins huit (8) jours avant la date de l'assemblée, sauf en cas d'urgence, auquel cas, la nature et les circonstances de cette urgence sont précisées dans la convocation à ladite assemblée.

(iii) Les Assemblées Générales seront tenues au lieu et heure précisés dans les convocations.

(iv) Si tous les associés sont présents ou représentés et se considèrent comme ayant été valablement convoqués et informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'Assemblée Générale peut se tenir sans convocation préalable.

(v) Un associé peut donner une procuration écrite à toute autre personne, associé ou non, afin de le représenter à toute Assemblée Générale.

(vi) Les décisions à adopter par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié (1/2) du capital social. Si cette majorité n'est pas atteinte à la première Assemblée Générale ou première consultation écrite, les associés sont convoqués par lettre recommandée à une seconde Assemblée Générale ou consultés une seconde fois, et les décisions sont adoptées par l'Assemblée Générale ou par Résolutions Circulaires des Associés à la majorité des voix exprimées, sans tenir compte de la proportion du capital social représenté.

(vii) Les Statuts sont modifiés avec le consentement de la majorité (en nombre) des associés détenant au moins les trois-quarts (3/4) du capital social.

(viii) Tout changement de nationalité de la Société ainsi que toute augmentation de l'engagement d'un associé dans la Société exige le consentement unanime des associés.

Art. 12. Associé unique.

12.1 Si le nombre des associés est réduit à un (1), l'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'Assemblée Générale.

12.2 Toute référence dans les Statuts aux associés et à l'Assemblée Générale ou aux Résolutions Circulaires des Associés doit être considérée, le cas échéant, comme une référence à l'associé unique ou aux résolutions de ce dernier.

12.3 Les résolutions de l'associé unique sont consignées dans des procès-verbaux ou rédigées par écrit.

V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices - Contrôle

Art. 13. Exercice social et Approbation des comptes annuels.

13.1 L'exercice social commence le premier (1^{er}) janvier et se termine le trente et un (31) décembre de la même année.

13.2 Chaque année, le Conseil dresse le bilan et le compte de profits et pertes, ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société, avec une annexe résumant les engagements de la Société ainsi que les dettes du ou des gérants et des associés envers la Société.

13.3 Tout associé peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

13.4 Le bilan et le compte de profits et pertes sont approuvés par l'Assemblée Générale annuelle ou par Résolutions Circulaires des Associés dans les six (6) mois de la clôture de l'exercice social.

13.5 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, l'Assemblée Générale annuelle doit se tenir chaque année le troisième vendredi du mois de mai à 11.00 heures au siège social de la Société, et si ce jour n'est pas un jour ouvrable pour les banques à Luxembourg (un «Jour Ouvrable»), le Jour Ouvrable suivant à la même heure et au même lieu.

Art. 14. Commissaire aux comptes - Réviseurs d'entreprises.

14.1 Lorsque le nombre d'associés de la Société excède vingt-cinq (25) associés, les opérations de la Société sont contrôlées par un ou plusieurs commissaire(s) aux comptes, qui peuvent être associés ou non.

14.2 Les opérations de la Société seront supervisées par un ou plusieurs réviseurs d'entreprise, dans les cas prévus par la loi.

14.3 Les associés devront nommer le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseurs d'entreprise et déterminer leur nombre, leur rémunération et la durée de leur mandat, lequel ne pourra dépasser six (6) ans. Le(s) commissaire(s) aux comptes/ réviseur d'entreprise pourront être réélus.

Art. 15. Affectation des bénéfices.

15.1 Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société sont affectés à la réserve requise par la Loi. Cette affectation cesse d'être exigée quand la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social.

15.2 Les associés décident de l'affectation du solde des bénéfices nets annuels. Ils peuvent allouer ce bénéfice au paiement d'un dividende, l'affecter à un compte de réserve ou le reporter.

15.3 Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

- (i) des comptes intérimaires sont établis par le Conseil;
- (ii) ces comptes intérimaires montrent que des bénéfices et autres réserves disponibles (en ce compris la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; et
- (iii) la décision de distribuer des dividendes intérimaires doit être adoptée par le Conseil dans les deux (2) mois suivant la date des comptes intérimaires.

VI. Dissolution - Liquidation

Art. 16.

16.1 La Société peut être dissoute à tout moment, par une résolution des associés adoptée par la moitié (1/2) des associés détenant les trois-quarts (3/4) du capital social. Les associés nomment un ou plusieurs liquidateurs, qui n'ont pas besoin d'être associés, pour réaliser la liquidation et déterminent leur nombre, pouvoirs et rémunération. Sauf décision contraire des associés, les liquidateurs sont investis des pouvoirs les plus étendus pour réaliser les actifs et payer les dettes de la Société.

16.2 Le boni de liquidation après la réalisation des actifs et le paiement des dettes est distribué aux associés proportionnellement aux parts sociales détenues par chacun d'entre eux.

VII. Dispositions générales

Art. 17.

17.1 Les convocations et communications, respectivement les renonciations à celles-ci, sont faites, et les Résolutions Circulaires des Gérants ainsi que les Résolutions Circulaires des Associés sont établies par écrit, télégramme, télécopie, e-mail ou tout autre moyen de communication électronique.

17.2 Les procurations sont données par tout moyen mentionné ci-dessus. Les procurations relatives aux réunions du Conseil peuvent également être données par un gérant conformément aux conditions acceptées par le Conseil.

17.3 Les signatures peuvent être sous forme manuscrite ou électronique, à condition de satisfaire aux conditions légales pour être assimilées à des signatures manuscrites. Les signatures des Résolutions Circulaires des Gérants ou des Résolutions Circulaires des Associés, selon le cas, sont apposées sur un original ou sur plusieurs copies du même document, qui ensemble, constituent un seul et unique document.

17.4 Pour tous les points non expressément prévus par les Statuts, il est fait référence à la Loi et, sous réserve des dispositions légales d'ordre public, à tout accord conclu de temps à autre entre les associés.

Troisième résolution

Sous réserve de l'approbation de la Conversion, l'assemblée décide de reconnaître la démission de Monsieur Patrick T. Bittel, comme administrateur de catégorie A de la Société, Monsieur Ege Tibin, comme administrateur de catégorie A de la Société, Monsieur Vartan Sirmakes, comme administrateur de catégorie B de la Société et Monsieur Pieter Oosthoek, comme administrateur de catégorie B de la Société et de leur donner décharge pleine et entière de leur mandat jusqu'à aujourd'hui.

Quatrième résolution

Sous réserve de l'approbation de la Conversion, l'assemblée décide de reconnaître la démission de Monsieur Arnaud Yamalian en tant que commissaire aux comptes de la Société et de lui accorder décharge pleine et entière pour l'exécution de son mandat à compter d'aujourd'hui.

Cinquième résolution

L'assemblée décide de nommer les personnes suivantes en qualité de gérants de la Société:

- Gérants de catégorie A:

* Monsieur Patrick T. Bittel, né à Zurich, Suisse, le 14 avril 1957, résidant au 10, route de Florissant, CH-1206 Genève, Suisse;

* Monsieur Ege Tibin, né à Remlingen, Allemagne, le 11 septembre 1972, résidant au 1B, rue de Reckange, L-3943 Mondcerange, Grand-Duché de Luxembourg;

* Monsieur Vartan Sirmakes, né à Istanbul, Turquie, le 11 février 1956, résidant au 22bis, Chemin du Nant d'Argent, CH-1223 Cologny, Suisse;

- Gérants de catégorie B:

* Monsieur Bertrand De Craecker, né le 17 novembre 1978 à Bruxelles, Belgique, résidant au 22-24, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg

* Monsieur Manfred Gehlen, né le 26 octobre 1960 à Eupen, Belgique, résidant à 1 Kirichneck, L-9990 Weiswampach, Grand-Duché de Luxembourg.

Septième résolution

L'assemblée décide de nommer Monsieur Arnaud Yamalian, prénommé, comme réviseur d'entreprise indépendant de la Société.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, l'assemblée générale est ajournée.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en anglais, suivi d'une version française et qu'à la demande des mêmes parties comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fait foi.

FAIT ET PASSÉ à Luxembourg, à la date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte ayant été faite aux membres du bureau, tous connus du notaire, lesdites personnes ont signé ensemble avec Nous, notaire, le présent acte.

Signé: C. GRUNDHEBER, A. UHL, C. WERSANDT.

Enregistré à Luxembourg A.C. 2, le 19 novembre 2015. 2LAC/2015/26181. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée;

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191764/615.

(150214667) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Autonome de Révision, Société Civile.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 70, Grand-rue.

R.C.S. Luxembourg E 955.

- Suite à la cession des parts en date du 1^{er} janvier 2015 et par décision unanime des associés l'article 6 des statuts de la société civile AUTONOME DE REVISION, constituée par acte sous seing privé le 8 août 1984, publié au Mémorial C No 225 du 22 août 1984, est modifié comme suit:

6. Le capital social est fixé à 3.000 EURO (trois mille), divisé en 120 parts (cent vingt) de 25 EURO (vingt-cinq) chacune, attribuées comme suit:

- Monsieur Gerhard Nellinger, cent-dix-neuf parts	119
- Monsieur Kai Biesdorf, une part	1
	<hr style="width: 100%; border: 0.5px solid black;"/>
	120

Luxembourg, le 1^{er} janvier 2015.

Pour extrait conforme

AUTONOME DE REVISION

Référence de publication: 2015191671/18.

(150215297) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Celtic Manco S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 20, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 199.763.

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth day of October,

Before us, Me Marc Loesch, notary residing in Mondorf-les-Bains, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

an extraordinary general meeting of the shareholders of Celtic Manco S.C.A. (hereinafter the "Company"), a société en commandite par actions incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 199763 incorporated pursuant to a deed of Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on 28 August 2015, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. The articles

of association have been amended for the last time pursuant to a notarial deed on 25 September 2015, not yet published in the *Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations*.

The meeting was opened at 5.30 p.m. with Mr Chris Oberhag, in the chair, professionally residing in Mondorf-les-Bains, who appointed as secretary Mrs Karola Böhm, professionally residing in Mondorf-les-Bains.

The meeting elected as scrutineer Mr Frank Stolz-Page, professionally residing in Mondorf-les-Bains.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Creation of four (4) sub-classes of shares in the class D preference shares and the class C ordinary shares, namely class D 1 redeemable preference shares, class D 2 redeemable preference shares, class D 3 redeemable preference shares and class D 4 redeemable preference shares and class C 1 redeemable ordinary shares, class C 2 redeemable ordinary shares, class C 3 redeemable ordinary shares and class C 4 redeemable ordinary shares and conversion of the 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D preference shares, having a nominal value of USD 0.01 (one cent of a United States Dollar) each, currently in issuance into 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 1 redeemable preference shares, having a nominal value of USD 0.01 (one cent of a United States Dollar) each and the 2,500,000 (two million five hundred thousand) class C ordinary shares, having a nominal value of USD 0.01 (one cent of a United States Dollar) each, currently in issuance into 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 1 redeemable ordinary shares, 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 2 redeemable ordinary shares, 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 3 redeemable ordinary shares, 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 4 redeemable ordinary shares.

2. Increase of the share capital of the Company by an amount of USD 20,775.21 (twenty thousand seven hundred seventy-five United States Dollars and twenty-one cents) from its current amount of USD 71,925.07 (seventy-one thousand nine hundred twenty-five United States Dollars and seven cents) to USD 92,700.28 (ninety-two thousand seven hundred United States Dollars and twenty-eight), through the issue of 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 2 redeemable preference shares, 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 3 redeemable preference shares and 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 4 redeemable preference shares, having a nominal value of one cent of a United States Dollar (USD 0.01) each, through the incorporation of part of the share premium of the Company.

3. Subsequent amendment of articles 5, 27.1 and 28.2 of the articles of association of the Company.

4. Subsequent addition of new articles 26.6 and 26.7 to the articles of association of the Company.

5. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the attending shareholders, the proxyholders of the represented shareholders and by the members of the board of the meeting, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

III. That the entire share capital being present or represented at the present meeting and all the shareholders present or represented declaring that they have had due notice and got knowledge of the agenda prior to this meeting, no convening notices were necessary.

IV. That the meeting, representing the entire share capital, is regularly constituted and may therefore validly deliberate on all the items on the agenda.

Then the general meeting of shareholders, after deliberation, unanimously took the following resolutions:

First resolution

The general meeting of shareholders decides to create four (4) sub-classes of shares in the class D preference shares and the class C ordinary shares, namely class D 1 redeemable preference shares, class D 2 redeemable preference shares, class D 3 redeemable preference shares and class D 4 redeemable preference shares and class C 1 redeemable ordinary shares, class C 2 redeemable ordinary shares, class C 3 redeemable ordinary shares and class C 4 redeemable ordinary shares.

The general meeting of shareholders further decides to convert the 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D preference shares, having a nominal value of USD 0.01 (one cent of a United States Dollar) each, currently in issuance into 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 1 redeemable preference shares, having a nominal value of USD 0.01 (one cent of a United States Dollar) each and the 2,500,000 (two million five hundred thousand) class C ordinary shares, having a nominal value of USD 0.01 (one cent of a United States Dollar) each, currently in issuance into 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 1 redeemable ordinary shares, 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 2 redeemable ordinary shares, 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 3 redeemable ordinary shares, 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 4 redeemable ordinary shares.

Second resolution

The general meeting of shareholders decides to increase the Company's share capital by an amount of USD 20,775.21 (twenty thousand seven hundred seventy-five United States Dollars and twenty-one cents) from its current amount of USD

71,925.07 (seventy-one thousand nine hundred twenty-five United States Dollars and seven cents) to USD 92,700.28 (ninety-two thousand seven hundred United States Dollars and twenty-eight), through the issue of 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 2 redeemable preference shares, 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 3 redeemable preference shares and 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 4 redeemable preference shares, having a nominal value of one cent of a United States Dollar (USD 0.01) each.

The new 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 2 redeemable preference shares, 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 3 redeemable preference shares and 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 4 redeemable preference shares, issued have been entirely subscribed paid-up by SJT Limited, a company incorporated and existing under the laws of Jersey, having its registered office at 1 Waverley Place, Union Street, St. Helier, Jersey, JE1 1SG and registered with the Jersey Financial Services Commission under number 99214 in its capacity as trustee of The Celtic Employee Benefit Trust, and have been fully paid-up through conversion of an amount of USD 20,775.21 (twenty thousand seven hundred seventy-five United States Dollars and twenty-one cents) of the share premium currently recorded in the accounts of the Company into share capital of the Company.

The general meeting of shareholders expressly and unanimously confirm its agreement with the issue of the above-mentioned shares to SJT Limited aforementioned, through conversion of part of the existing share premium into share capital.

Proof of the existence of the above-mentioned share premium has been produced to the undersigned notary through an interim balance sheet dated 12 October 2015.

Third resolution

The general meeting of shareholders decides to amend articles 5, 27.1 and 28.2 of the articles of association of the Company, which shall henceforth read as follows:

“ Art. 5. Capital social.

5.1 The Company's share capital is set at USD 92,700.28 (ninety-two thousand seven hundred United States Dollars and twenty-eight), represented by:

- 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 1 redeemable preference shares (the “Class D1 Preference Shares”);

- 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 2 redeemable preference shares (the “Class D2 Preference Shares”);

- 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 3 redeemable preference shares (the “Class D3 Preference Shares”);

- 692,507 (six hundred ninety-two thousand five hundred seven) class D 4 redeemable preference shares (the “Class D4 Preference Shares”, and together with the Class D1 Preference Shares, the Class D2 Preference Shares and the Class D3 Preference Shares, hereafter collectively referred to as the “D Preference Shares”);

- 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 1 redeemable ordinary shares (the “Class C1 Ordinary Shares”);

- 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 2 redeemable ordinary shares (the “Class C2 Ordinary Shares”);

- 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 3 redeemable ordinary shares (the “Class C3 Ordinary Shares”);

- 625,000 (six hundred twenty-five thousand) class C 4 redeemable ordinary shares (the “Class C4 Ordinary Shares”, and together with the Class C1 Ordinary Shares, the Class C2 Ordinary Shares and the Class C3 Ordinary Shares, hereafter collectively referred to as the “C Ordinary Shares”); and

- 4,000,000 (four million) unlimited shares (the “Unlimited Shares” and the holder thereof of the “General Partner” (actionnaire commandité)) with a nominal value of USD 0.01 (one cent of United States Dollar) each. The Unlimited Shares are held by the General Partner. The holders of the D Preference Shares and the C Ordinary Shares are hereafter collectively referred to as the “Limited Shareholders” (actionnaires commanditaires). The D Preference Shares, the C Ordinary Shares and the Unlimited Shares are hereafter together referred to as the “shares”.

Each class of D Preference Shares and C Ordinary Shares are hereafter collectively referred to as the “Classes”.

5.2 D Preference Shares

The D Preference Shares are exclusively entitled to the assets and income in relation to the D preference shares the Company is holding in Celtic Holdings S.C.A., a société en commandite par actions, incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 197804 and whose registered office is at 20, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, minus the amount of any fees, charges and costs which the General Partner is obliged to pay in the context of any Distribution.

5.2.1 The D Preference Shares are redeemable shares in the sense of article 49-8 of the Law.

Any redemption is subject to the provisions of the Law and the following conditions:

- only fully paid up shares may be redeemed;

- the conditions set out in this article 5.2 of these articles of association are respected;

- the redemption can only be made by using sums available for distribution in accordance with Article 72-1 of the Law or the proceeds of a new issue made for the purpose of such redemption;

- an amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the par value, of all the shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction of the share capital; such reserve may only be used to increase the issued share capital by capitalisation of reserves (such reserve is not required in case of a redemption using the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption); and

- the redemption is published in accordance with the Law.

5.2.2 The share capital of the Company may be reduced through the redemption and cancellation of one or more Classes of D Preference Shares, in whole but not in part, consisting of the redemption and cancellation of all shares in issue in such Class of D Preference Shares.

5.2.3 Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant Class(es) of D Preference Shares, the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the shareholder(s) pro-rata to their holding in such Class(es) of D Preference Shares. For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

5.2.4 For the purposes of these articles of association, the following capitalised terms shall have the following meanings:

“Available Amount” shall mean the total amount of net profits of the Company relating to the D Preference Shares (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable reserves (including share premium) and (ii) as the case may be, by the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class to be cancelled but reduced by (i) any losses (included carried forward losses) expressed as a positive and (ii) any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of the articles of association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount.

NP = net profits (including carried forward profits).

P = any freely distributable reserves.

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of D Preference Shares to be cancelled.

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive.

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of these articles of association (including for the avoidance of doubt any amounts to be set aside for the other Classes of D Preference Shares in accordance with article 26.6 of these articles of association).

Any losses that are not relating to a specific class of shares shall be prorated among all the shares.

The Available Amount must be set out in the Interim Accounts and shall be assessed by the General Partner in good faith and with the view to the Company's ability to continue as a going concern.

“Available Liquidities” shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the General Partner will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company

“Cancellation Amount” shall mean an amount not exceeding the Available Amount provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities. The Cancellation Amount shall be determined by the General Partner in the best corporate interest of the Company. The General Partner can choose at its sole discretion to include or exclude in its determination of the Cancellation Amount the freely distributable reserves either in part or in totality.

“Interim Accounts” shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” shall mean the date no earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of D Preference Shares.

5.3 C Ordinary Shares

The C Ordinary Shares are exclusively entitled to the assets and income in relation to the C ordinary shares the Company is holding in Celtic Holdings S.C.A., aforementioned, minus the amount of any fees, charges and costs which the General Partner is obliged to pay in the context of any Distribution.

The C Ordinary Shares are furthermore exclusively entitled to any other assets and income of the Company that are not tracked by the D Preference Shares or the Unlimited Shares.

5.3.1 The C Ordinary Shares are redeemable shares in the sense of article 49-8 of the Law.

Any redemption is subject to the provisions of the Law and the following conditions:

- only fully paid up shares may be redeemed;

- the conditions set out in this article 5.3 of these articles of association are respected;

- the redemption can only be made by using sums available for distribution in accordance with Article 72-1 of the Law or the proceeds of a new issue made for the purpose of such redemption;

- an amount equal to the nominal value, or, in the absence thereof, the par value, of all the shares redeemed must be included in a reserve which cannot be distributed to the shareholders except in the event of a capital reduction of the share capital; such reserve may only be used to increase the issued share capital by capitalisation of reserves (such reserve is not required in case of a redemption using the proceeds of a new issue made with a view to carry out such redemption); and

- the redemption is published in accordance with the Law.

5.3.2 The share capital of the Company may be reduced through the redemption and cancellation of one or more Classes of C Ordinary Shares, in whole but not in part, consisting of the redemption and cancellation of all shares in issue in such Class of C Ordinary Shares.

5.3.3 Upon the repurchase and cancellation of the entire relevant Class(es) of C Ordinary Shares, the Cancellation Amount will become due and payable by the Company to the shareholder(s) pro-rata to their holding in such Class(es) of C Ordinary Shares. For the avoidance of doubt the Company may discharge its payment obligation in cash, in kind or by way of set-off.

5.3.4 For the purposes of these articles of association, the following capitalised terms shall have the following meanings:

“Available Amount” shall mean the total amount of net profits of the Company relating to the C Ordinary Shares (including carried forward profits) increased by (i) any freely distributable reserves (including share premium) and (ii) as the case may be, by the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class to be cancelled but reduced by (i) any losses (including carried forward losses) expressed as a positive and (ii) any sums to be placed into reserve (s) pursuant to the requirements of Law or of the articles of association, each time as set out in the relevant Interim Accounts (without for the avoidance of doubt, any double counting), so that:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Whereby:

AA = Available Amount.

NP = net profits (including carried forward profits).

P = any freely distributable reserves.

CR = the amount of the capital reduction and legal reserve reduction relating to the Class of C Ordinary Shares to be cancelled.

L = losses (including carried forward losses) expressed as a positive.

LR = any sums to be placed into reserve(s) pursuant to the requirements of Law or of these articles of association (including for the avoidance of doubt any amounts to be set aside for the other Classes of C Ordinary Shares in accordance with article 26.7 of these articles of association).

Any losses that are not relating to a specific class of shares shall be prorated among all the shares.

The Available Amount must be set out in the Interim Accounts and shall be assessed by the General Partner in good faith and with the view to the Company's ability to continue as a going concern.

“Available Liquidities” shall mean (i) all the cash held by the Company (except for cash on term deposits with a remaining maturity exceeding six (6) months), (ii) any readily marketable money market instruments, bonds and notes and any receivable which in the opinion of the board of directors will be paid to the Company in the short term less any indebtedness or other debt of the Company payable in less than six (6) months determined on the basis of the Interim Accounts and (iii) any assets such as shares, stock or securities of other kind held by the Company

“Cancellation Amount” shall mean an amount not exceeding the Available Amount provided that such Cancellation Amount cannot be higher than the Available Liquidities. The Cancellation Amount shall be determined by the General Partner in the best corporate interest of the Company. The General Partner can choose at its sole discretion to include or exclude in its determination of the Cancellation Amount the freely distributable reserves either in part or in totality.

“Interim Accounts” shall mean the interim accounts of the Company as at the relevant Interim Account Date.

“Interim Account Date” shall mean the date no earlier than thirty (30) days but not later than ten (10) days before the date of the repurchase and cancellation of the relevant Class of C Ordinary Shares.

5.4 The Unlimited Shares shall entitle their holder to an aggregate fixed dividend in the amount of USD 1,000 per annum to the extent distributable profits or reserves are available for distribution.

5.5 The Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders adopted in the manner required for an amendment of these articles of association, but subject to first obtaining any Relevant Consent that may be required.

5.6 Without prejudice to the provisions of any Investment Agreement, any new shares to be paid for in cash shall be offered by preference to the existing shareholder(s) in proportion to the number of shares held by them in the Company's share capital. The General Partner shall determine the period of time during which such preferential subscription right may be exercised and which may not be less than thirty (30) days from the date of dispatch of a registered letter sent to the shareholder(s) announcing the opening of the subscription period. The general meeting of shareholders may limit or sup-

press the preferential subscription right of the existing shareholder(s) in the manner required for an amendment of these articles of association and subject to first obtaining any Relevant Consent that may be required.

5.7 The Company may establish a general share premium account into which any premium paid on any share is to be transferred. Decisions as to the use of the share premium account are to be taken by the General Partner subject to the provisions of the Law and these articles of association.

27.1 Subject to any Relevant Consent which may be required, the General Partner may proceed to the payment of interim dividends subject to the provisions of the Law and in the order of priority set in articles 26.6 and 26.7 of these articles of association.

28.2 The surplus resulting from the realisation of the assets and the payment of the liabilities shall be distributed among the shareholders in proportion to the number of shares of the Company held by them and in accordance with the provisions of articles 26.6 and 26.7 of these articles of association.”

Fourth resolution

The general meeting of shareholders further decides to add new articles 26.6 and 26.7 to the articles of association of the Company, which shall read as follows:

“ **26.6.** In the event of a dividend declaration relating to the D Preference Shares, such dividend shall be allocated and paid in the following order:

i. the holder(s) of the Class D1 Preference Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.50 % (zero point fifty percent) of the aggregate nominal value of the Class D1 Preference Shares (rounded, if necessary);

ii. the holder(s) of the Class D2 Preference Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.45 % (zero point forty-five percent) of the aggregate nominal value of the Class D2 Preference Shares (rounded, if necessary);

iii. the holder(s) of the Class D3 Preference Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.40 % (zero point forty percent) of the aggregate nominal value of the Class D3 Preference Shares (rounded, if necessary);

iv. the holder(s) of the Class D4 Preference Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.35 % (zero point thirty-five percent) of the aggregate nominal value of the Class D4 Preference Shares (rounded, if necessary);

v. the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class of D Preference Shares in reverse alphabetical order (i.e. first Class D4 Preference Shares, then if no Class D4 Preference Shares are in existence, Class D3 Preference Shares and in such continuation until only Class D1 Preference Shares are in existence).

26.7. In the event of a dividend declaration relating to the C Ordinary Shares, such dividend shall be allocated and paid in the following order:

i. the holder(s) of the Class C1 Ordinary Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.30 % (zero point thirty-five percent) of the aggregate nominal value of the Class C1 Ordinary Shares (rounded, if necessary);

ii. the holder(s) of the Class C2 Ordinary Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.25 % (zero point thirty percent) of the aggregate nominal value of the Class C2 Ordinary Shares (rounded, if necessary);

iii. the holder(s) of the Class C3 Ordinary Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.20 % (zero point twenty-five percent) of the aggregate nominal value of the Class C3 Ordinary Shares (rounded, if necessary);

iv. the holder(s) of the Class C4 Ordinary Shares shall be entitled to a dividend equal to 0.15 % (zero point twenty percent) of the aggregate nominal value of the Class C4 Ordinary Shares (rounded, if necessary);

v. the balance of the total distributed amount shall be allocated in its entirety to the holders of the last Class of C Ordinary Shares in reverse alphabetical order (i.e. first Class C4 Ordinary Shares, then if no Class C4 Ordinary Shares are in existence, Class C3 Ordinary Shares and in such continuation until only Class C1 Ordinary Shares are in existence).”

There being no further business, the meeting is closed at 5.45 p.m..

Costs and Expenses

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at one thousand four hundred euro (EUR 1,400.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Mondorf-les-Bains, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the appearing parties known to the notary by name, first name and residence, the said appearing parties signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille quinze, le douze octobre,

Par-devant nous, Maître Marc Loesch, notaire de résidence à Mondorf-les-Bains, Grand-Duché de Luxembourg,

s'est tenue

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Celtic Manco S.C.A. (ci-dessous la «Société»), une société en commandite par actions, constituée et existant selon les lois du Grand-Duché du Luxembourg, ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199763, constituée selon acte reçu par Maître Léonie Grethen, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 août 2015, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations. Les statuts ont été modifiés en dernier lieu par un acte notarié du 25 septembre 2015, non encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

L'assemblée a été ouverte à 17.30 heures sous la présidence de Monsieur Chris Oberhag, résidant professionnellement à Mondorf-les-Bains, qui a désigné comme secrétaire Madame Karola Böhm, résidant professionnellement à Mondorf-les-Bains. L'assemblée a élu comme scrutateur Monsieur Frank Stolz-Page, résidant professionnellement à Mondorf-les-Bains.

Le bureau de l'assemblée ayant ainsi été constitué, le président a déclaré et prié le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'ordre du jour de l'assemblée générale est le suivant:

Ordre du jour

1. Création de quatre (4) sous-catégories d'actions dans les actions préférentielles de série D et les actions ordinaires de série C, notamment les actions préférentielles rachetables de série D 1, les actions préférentielles rachetables de série D 2, les actions préférentielles rachetables de série D 3, les actions préférentielles rachetables de série D 4 et les actions ordinaires rachetables de série C1, les actions ordinaires rachetables de série C2, les actions ordinaires rachetables de série C3 et les actions ordinaires rachetables de série C4 et conversion des 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions ordinaires préférentielles de série D ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (0,01 USD) chacune, actuellement en émission en 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions préférentielles rachetables de série D 1, ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (0,01 USD) chacune et des 2.500.000 (deux millions cinq cent mille) actions ordinaires de série C ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (0,01 USD) chacune, actuellement en émission en (625.000) six cent vingt-cinq mille actions ordinaires rachetables de série C1, (625.000) six cent vingt-cinq mille actions ordinaires rachetables de série C2, (625.000) six cent vingt-cinq mille actions ordinaires rachetables de série C3 et (625.000) six cent vingt-cinq mille actions ordinaires rachetables de série C4, ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (0,01 USD) chacune.

2. Augmentation du capital social de la Société d'un montant d'USD 20.775,21 (vingt mille sept cent soixante-quinze Dollars américains et vingt-et-un cents) de son montant actuel de USD 71.935,07 (soixante et onze mille neuf cent trente-cinq Dollars américains et sept cents) au montant de USD 92.700,28 (quatre-vingt-douze mille sept cents Dollars américains et vingt-huit cents) par l'émission de 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions préférentielles rachetables de série D 2, 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions préférentielles rachetables de série D 3 et 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions préférentielles rachetables de série D 4, ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (0,01 USD) chacune, par incorporation d'une partie de la prime d'émission de la Société.

3. Modification subséquente des articles 5, 27.1 et 28.2 statuts de la Société.

4. Rajout subséquent des nouveaux articles 26.6 et 26.7 aux statuts de la Société.

5. Divers.

II. Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre de leur actions sont listés sur une liste de présence; cette liste de présence, signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés et par les membres du bureau de l'assemblée, sera attaché à ce présent acte et déposé au même moment aux autorités de régulations.

III. Que l'entier capital social présent ou représenté à cette assemblée et l'ensemble des actionnaires présents ou représentés déclarent qu'ils ont eu notification convenable et ont pris connaissance de l'ordre du jour avant la tenue de cette assemblée, aucun avis de convocation étant nécessaire.

IV. Que l'assemblée, représentant l'entier capital social, est régulièrement constituée et peut ainsi valablement délibéré sur tous les points de cet ordre du jour.

De suite l'assemblée générale des actionnaires, après délibération, a pris à l'unanimité les résolutions qui suivent:

Première résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de procéder à la création de quatre (4) sous-catégories d'actions dans les actions préférentielles de série D et les actions ordinaires de série C, notamment les actions préférentielles rachetables de série D 1, les actions préférentielles rachetables de série D 2, les actions préférentielles rachetables de série D 3, les actions préférentielles rachetables de série D 4 et les actions ordinaires rachetables de série C1, les actions ordinaires rachetables de série C2, les actions ordinaires rachetables de série C3 et les actions ordinaires rachetables de série C4.

L'assemblée générale des actionnaires décide ensuite de convertir les 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions ordinaires préférentielles de série D, ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (0,01 USD) chacune, actuellement en émission en 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions préférentielles rachetables de série D 1, ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (0,01 USD) chacune et les

2.500.000 (deux millions cinq cent mille) actions ordinaires de série C ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (0,01 USD) chacune, actuellement en émission en (625.000) six cent vingt-cinq mille actions ordinaires rachetables de série C1, (625.000) six cent vingt-cinq mille actions ordinaires rachetables de série C2, (625.000) six cent vingt-cinq mille actions ordinaires rachetables de série C3 et (625.000) six cent vingt-cinq mille actions ordinaires rachetables de série C4, ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (0,01 USD) chacune.

Deuxième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant d'USD 20.775,21 (vingt mille sept cent soixante-quinze Dollars américains et vingt-et-un cents) de son montant actuel de USD 71.935,07 (soixante et onze mille neuf cent trente-cinq Dollars américains et sept cents) au montant de USD 92.700,28 (quatre-vingt-douze mille sept cents Dollars américains et vingt-huit cents) par l'émission de 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions privilégiées rachetables de série D 2, 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions privilégiées rachetables de série D 3 et 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions privilégiées rachetables de série D 4, ayant une valeur nominale d'un centime de dollar américain (0,01 USD) chacune.

Les nouvelles 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions privilégiées rachetables de série D 2, 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions privilégiées rachetables de série D 3 et 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions privilégiées rachetables de série D 4 ont été entièrement souscrites par SJT Limited, une société constituée et existant selon les lois de Jersey, ayant son siège social au 1 Waverley Place, Union Street, St. Helier, Jersey, JE1 1SG, immatriculée auprès de la Jersey Financial Services Commission sous le numéro 99214, agissant en tant que trustee de The Celtic Employee Benefit Trust, et ont été intégralement libérées par la conversion d'un montant d'USD 20.775,21 (vingt mille sept cent soixante-quinze Dollars américains et vingt-et-un cents) de la prime d'émission existante de la Société en capital social de la Société.

L'assemblée générale des associés marque expressément et unanimement son accord à l'émission des parts sociales susmentionnées à SJT Limited, susmentionné, par la conversion d'une partie de la prime d'émission existante en capital social de la Société.

Preuve de l'existence de la prime d'émission susmentionnée a été donnée au notaire par des comptes intérimaires datés 12 octobre 2015.

Troisième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de modifier les articles 5, 27.1 et 28.2 des statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social de la Société est fixé à USD 92.700,28 (quatre-vingt-douze mille sept cents dollars et vingt-huit cents) représenté par:

- 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions privilégiées rachetables de catégorie D 1 (les «Actions Privilégiées de Catégorie D 1»)

- 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions privilégiées rachetables de catégorie D 2 (les «Actions Privilégiées de Catégorie D 2»)

- 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions privilégiées rachetables de catégorie D 3 (les «Actions Privilégiées de Catégorie D 3»)

- 692.507 (six cent quatre-vingt-douze mille cinq cent sept) actions privilégiées rachetables de catégorie D 4 (les «Actions Privilégiées de Catégorie D 4»), et avec les Actions Privilégiées de Catégorie D 1, les Actions Privilégiées de Catégorie D 2 et les Actions Privilégiées de Catégorie D 3 désignées ci-dessous ensemble comme les «Actions Privilégiées D»)

- 625.000 (six cent vingt-cinq mille) actions ordinaires rachetables de catégorie C 1 (les «Actions Ordinaires de Catégorie C 1»)

- 625.000 (six cent vingt-cinq mille) actions ordinaires rachetables de catégorie C 2 (les «Actions Ordinaires de Catégorie C 2»)

- 625.000 (six cent vingt-cinq mille) actions ordinaires rachetables de catégorie C 3 (les «Actions Ordinaires de Catégorie C 3»)

- 625.000 (six cent vingt-cinq mille) actions ordinaires rachetables de catégorie C 4 (les «Actions Ordinaires de Catégorie C 4»), et avec les Actions Ordinaires de Catégorie C 1, les Actions Ordinaires de Catégorie C 2 et les Actions Ordinaires de Catégorie C 3 désignées ci-dessous ensemble comme les «Actions Ordinaires C»); et

- 4.000.000 (quatre millions) actions de commandité (les «Actions de Commandité»), et le détenteur de celles-ci désigné comme l'«Actionnaire Commandité», ayant une valeur nominale de USD 0.01 (un centime de Dollar américain) chacune. Les Actions de Commandité sont détenues par l'Actionnaire Commandité. Les détenteurs des Actions Privilégiées D et des Actions Ordinaires C sont désignés ci-dessous ensemble en tant qu'«Actionnaires Commanditaires». Les Actions Privilégiées D, les Actions Ordinaires C et les Actions de Commandité sont désignées ci-dessous ensemble comme les «actions».

Chaque catégorie des Actions Privilégiées D et des Actions Ordinaires C sont désignées ci-dessous ensemble comme les «Catégories».

5.2 Les Actions Privilégiées D

Les Actions Privilégiées D ont exclusivement le droit aux actifs et au revenu relatifs aux actions privilégiées D que la Société détient dans Celtic Holdings S.C.A., une société en commandite par actions, constituée et existante sous les lois du Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B197804 et ayant son siège social au 20, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, diminué du montant des dépenses, frais et coûts que l'Actionnaire Commandité doit payer dans le cadre de la Distribution.

5.2.1 Les Actions Privilégiées D sont des actions rachetables, conformément aux dispositions de l'article 49-8 de la Loi.

Tout rachat ne peut intervenir que conformément aux dispositions de la Loi et aux conditions suivantes:

- ces actions doivent être entièrement libérées;
- les conditions fixées dans l'article 5.2 de ces statuts sont remplies;
- le rachat ne peut avoir lieu qu'à l'aide des sommes distribuables conformément à l'article 72-1 de la Loi ou du produit d'une nouvelle émission effectuée en vue de ce rachat;
- un montant égal à la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, au pair comptable de toutes les actions rachetées doit être incorporé dans une réserve qui ne peut, sauf en cas de réduction du capital souscrit, être distribuée aux actionnaires; cette réserve ne peut être utilisée que pour augmenter le capital souscrit par incorporation de réserves (une telle réserve ne s'applique pas lorsque le rachat a eu lieu à l'aide du produit d'une nouvelle émission effectuée en vue de ce rachat); et
- le rachat fait l'objet d'une publicité conformément à la Loi.

5.2.2 Le capital social de la Société peut être réduit par le biais du rachat et de l'annulation d'une ou plusieurs Catégories des Actions Privilégiées D, dans leur totalité mais pas séparément, par le rachat et l'annulation de toutes les actions de cette Catégorie des Actions Privilégiées D.

5.2.3 Au moment du rachat et de l'annulation de l'intégralité de la (des) Catégorie(s) pertinente(s) des Actions Privilégiées D, le Montant d'Annulation sera échu et exigible pour la Société à l'égard des actionnaires au prorata de leur détention dans cette (ces) Catégorie(s) des Actions Privilégiées D. A toutes fins utiles, il est précisé que la Société peut exécuter son obligation de règlement en espèces, en nature ou par compensation.

5.2.4 Dans le cadre de ces statuts, les expressions suivantes auront les significations suivantes:

«Montant Disponible» signifie le montant total des bénéfices nets de la Société relatifs aux Actions Privilégiées D (y compris les bénéfices reportés) augmenté de (i) toutes réserves librement distribuables (y compris la prime d'émission) et (ii) selon le cas, par le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatives à la Catégorie à annuler mais diminué par (i) toute perte (y compris les pertes reportées) exprimé en chiffre positif et (ii) toute somme à allouer au(x) réserve(s) en vertu des exigences de la Loi ou des présents statuts, à chaque fois tel qu'énoncé dans les Comptes Intérimaires (sans, pour écarter tout doute, double comptage) de telle sorte que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Où:

AA = Montant Disponible

NP = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

P = toute réserve librement distribuable

CR = le montant de la réduction de capital social et réduction de réserve légale relatives à la Catégorie des Actions Privilégiées D à annuler

L = pertes (y compris les pertes reportées) exprimées en chiffre positif

LR = toutes sommes devant être allouées dans une(des) réserve(s) conformément aux dispositions de la Loi ou des présents statuts (y compris, afin d'écarter tout doute, les montants devant être réservés pour les autres Catégories concernées des Actions Privilégiées D conformément à l'article 26.6 de ces statuts)

Toutes pertes qui ne seraient pas rattachées à une catégorie spécifique d'actions doivent être réparties au prorata au niveau de toutes les actions.

Le Montant Disponible doit être déterminé dans les Comptes Intérimaires et doit faire l'objet d'une évaluation de bonne foi par l'Actionnaire Commandité et en vue de la capacité de la Société à poursuivre son activité.

«Liquidités Disponibles» désigne (i) toute la trésorerie détenue par la Société (exception faite de la trésorerie correspondant à des dépôts à terme d'une maturité de plus de six (6) mois), (ii) tout instrument du marché monétaire, obligation et bon négociable ainsi que toute créance qui, selon l'Actionnaire Commandité, sera payée à la Société à court terme, soustraction faite de tout endettement ou autre dette à court terme contracté(e) par la Société et à échéance de moins de six (6) mois tel que présent(e) dans les Comptes Intérimaires et (iii) tout actif tel que des actions, titres ou valeurs mobilières d'autre nature détenus par la Société.

«Montant d'Annulation» signifie un montant qui ne pourra pas excéder le Montant Disponible sous condition que le Montant d'Annulation ne pourra pas excéder les Liquidités Disponibles. Le Montant d'Annulation sera déterminé par l'Actionnaire Commandité dans le meilleur intérêt social de la Société. L'Actionnaire Commandité peut choisir à sa seule discrétion d'inclure ou d'exclure les réserves librement distribuables en partie ou intégralement dans la détermination du Montant d'Annulation.

«Comptes Intérimaires» signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée.

«Date des Comptes Intérimaires» signifie la date au plus tôt trente (30) jours mais pas au-delà de dix (10) jours avant la date de rachat et d'annulation de la Catégorie pertinente d'Actions Privilégiées D.

5.3 Les Actions Ordinaires C

Les Actions Ordinaires C ont exclusivement le droit aux actifs et revenu relatifs aux actions ordinaires C que la Société détient dans Celtic Holdings S.C.A., mentionnée ci-dessus, diminué du montant des dépenses, frais et coûts que l'Actionnaire Commandité doit payer dans le cadre de la Distribution. Les Actions Ordinaires C ont de plus exclusivement le droit aux actifs et revenu de la Société qui ne sont pas tracés par la Actions Privilégiées D ou les Actions de Commandité.

5.3.1 Les Actions Ordinaires C sont des actions rachetables, conformément aux dispositions de l'article 49-8 de la Loi.

Tout rachat ne peut intervenir que conformément aux dispositions de la Loi et aux conditions suivantes:

- ces actions doivent être entièrement libérées;
- les conditions fixées dans l'article 5.3 de ces statuts sont remplies;
- le rachat ne peut avoir lieu qu'à l'aide des sommes distribuables conformément à l'article 72-1 de la Loi ou du produit d'une nouvelle émission effectuée en vue de ce rachat;
- un montant égal à la valeur nominale ou, à défaut de valeur nominale, au pair comptable de toutes les actions rachetées doit être incorporé dans une réserve qui ne peut, sauf en cas de réduction du capital souscrit, être distribuée aux actionnaires; cette réserve ne peut être utilisée que pour augmenter le capital souscrit par incorporation de réserves (une telle réserve ne s'applique pas lorsque le rachat a eu lieu à l'aide du produit d'une nouvelle émission effectuée en vue de ce rachat); et
- le rachat fait l'objet d'une publicité conformément à la Loi.

5.3.2 Le capital social de la Société peut être réduit par le biais du rachat et de l'annulation d'une ou plusieurs Catégories des Actions Ordinaires C, dans leur totalité mais pas séparément, par le rachat et l'annulation de toutes les actions de cette Catégorie des Actions Ordinaires C.

5.3.3 Au moment du rachat et de l'annulation de l'intégralité de la (des) Catégorie(s) pertinente(s) des Actions Ordinaires C, le Montant d'Annulation sera échu et exigible pour la Société à l'égard des actionnaires au prorata de leur détention dans cette (ces) Catégorie(s) des Actions Ordinaires C. A toutes fins utiles, il est précisé que la Société peut exécuter son obligation de règlement en espèces, en nature ou par compensation.

5.3.4 Dans le cadre de ces statuts, les expressions suivantes auront les significations suivantes:

«Montant Disponible» signifie le montant total des bénéfices nets de la Société relatifs aux Actions Ordinaires C (y compris les bénéfices reportés) augmenté de (i) toutes réserves librement distribuables (y compris la prime d'émission) et (ii) selon le cas, par le montant de la réduction du capital social et de la réduction de la réserve légale relatives à la Catégorie à annuler mais diminué par (i) toute perte (y compris les pertes reportées) exprimé en chiffre positif et (ii) toute somme à allouer au(x) réserve(s) en vertu des exigences de la Loi ou des présents statuts, à chaque fois tel qu'énoncé dans les Comptes Intérimaires (sans, pour écarter tout doute, double comptage) de telle sorte que:

$$AA = (NP + P + CR) - (L + LR)$$

Où:

AA = Montant Disponible

NP = bénéfices nets (y compris les bénéfices reportés)

P = toute réserve librement distribuable

CR = le montant de la réduction de capital social et réduction de réserve légale relatives à la Catégorie des Actions Ordinaires C à annuler

L = pertes (y compris les pertes reportées) exprimées en chiffre positif

LR = toutes sommes devant être allouées dans une (des) réserve(s) conformément aux dispositions de la Loi ou des présents statuts (y compris, afin d'écarter tout doute, les montants devant être réservés pour les autres Catégories concernées des Actions Ordinaires C conformément à l'article 26.7 de ces statuts)

Toutes pertes qui ne seraient pas rattachées à une catégorie spécifique d'actions doivent être réparties au prorata au niveau de toutes les actions.

Le Montant Disponible doit être déterminé dans les Comptes Intérimaires et doit faire l'objet d'une évaluation de bonne foi par l'Actionnaire Commandité et en vue de la capacité de la Société à poursuivre son activité.

«Liquidités Disponibles» désigne (i) toute la trésorerie détenue par la Société (exception faite de la trésorerie correspondant à des dépôts à terme d'une maturité de plus de six (6) mois), (ii) tout instrument du marché monétaire, obligation et bon négociable ainsi que toute créance qui, selon l'Actionnaire Commandité, sera payée à la Société à court terme, soustraction faite de tout endettement ou autre dette à court terme contracté(e) par la Société et à échéance de moins de six (6) mois tel que présenté(e) dans les Comptes Intérimaires et (iii) tout actif tel que des actions, titres ou valeurs mobilières d'autre nature détenus par la Société.

«Montant d'Annulation» signifie un montant qui ne pourra pas excéder le Montant Disponible sous condition que le Montant d'Annulation ne pourra pas excéder les Liquidités Disponibles. Le Montant d'Annulation sera déterminé par l'Actionnaire Commandité dans le meilleur intérêt social de la Société. L'Actionnaire Commandité peut choisir à sa seule discrétion d'inclure ou d'exclure les réserves librement distribuables en partie ou intégralement dans la détermination du Montant d'Annulation.

«Comptes Intérimaires» signifie les comptes intérimaires de la Société à la Date des Comptes Intérimaires concernée.

«Date des Comptes Intérimaires» signifie la date au plus tôt trente (30) jours mais pas au-delà de dix (10) jours avant la date de rachat et d'annulation de la Catégorie pertinente d'Actions Ordinaires C.

5.4 Les Actions de Commandité permettent à leur détenteur de toucher un dividende fixe total d'un montant annuel de USD 1.000 dans la mesure où des bénéfices ou réserves sont disponibles pour être distribués.

5.5 Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des actionnaires de la Société, prise aux conditions requises pour la modification des présents statuts, mais préalablement soumise à tout Consentement Pertinent éventuellement nécessaire.

5.6 Sans préjudice des dispositions de tout Accord d'Investissement, toutes nouvelles actions à libérer en numéraire doivent être offertes par préférence à (aux) (l')actionnaire(s) existant(s) en proportion du nombre d'actions qu'ils détiennent dans le capital social de la Société. L'Actionnaire Commandité doit déterminer la période au cours de laquelle ce droit préférentiel de souscription pourra être exercé, qui ne peut être inférieure à trente (30) jours à compter de l'envoi à chaque actionnaire d'une lettre recommandée annonçant l'ouverture de la période de souscription. L'assemblée générale des actionnaires peut restreindre ou supprimer le droit préférentiel de souscription de (des) (l') actionnaire(s) existant(s) conformément aux dispositions applicables en matière de modification des statuts et après obtention préalable de tout Consentement Pertinent éventuellement nécessaire.

5.7 La Société peut mettre en place un compte prime d'émission général dans lequel a vocation à être transférée toute prime payée en lien avec une quelconque action. Les décisions liées à l'utilisation du compte prime d'émission seront prises par l'Actionnaire Commandité, conformément aux dispositions de la Loi et des présents statuts.

27.1 Sous réserve de tout Consentement Pertinent qui serait requis, l'Actionnaire Commandité peut décider de distribuer des acomptes sur dividendes dans le respect des conditions prévues par la Loi et selon l'ordre de priorité établi par les articles 26.6 et 26.7 des présents statuts.

28.2 Le surplus résultant de la réalisation de l'actif et du passif sera réparti entre les actionnaires en proportion avec le nombre d'actions de la Société détenus par chacun et conformément aux dispositions des articles 26.6 et 26.7 des présents statuts.»

Quatrième résolution

L'assemblée générale des actionnaires décide de rajouter les nouveaux articles 26.6 et 26.7 aux statuts de la Société, qui auront désormais la teneur suivante:

« **26.6.** En cas de déclaration de dividendes rattachés aux Actions Privilégiées D, ces derniers seront alloués et payés comme suit:

i. le(s) détenteur(s) des Actions Privilégiées de Catégorie D 1 auront droit à un dividende égal à 0.50 % (zéro virgule cinquante pourcent) de la valeur totale nominale des Actions Privilégiées de Catégorie D 1 (arrondie, si nécessaire);

ii. le(s) détenteur(s) des Actions Privilégiées de Catégorie D 2 auront droit à un dividende égal à 0.45 % (zéro virgule quarante-cinq pourcent) de la valeur totale nominale des Actions Privilégiées de Catégorie D 2 (arrondie, si nécessaire);

iii. le(s) détenteur(s) des Actions Privilégiées de Catégorie D 3 auront droit à un dividende égal à 0.40 % (zéro virgule quarante pourcent) de la valeur totale nominale des Actions Privilégiées de Catégorie D 3 (arrondie, si nécessaire);

iv. le(s) détenteur(s) des Actions Privilégiées de Catégorie D 4 auront droit à un dividende égal à 0.35 % (zéro virgule trente-cinq pourcent) de la valeur totale nominale des Actions Privilégiées de Catégorie D 4 (arrondie, si nécessaire);

v. le solde du montant total distribué devra être alloué dans son intégralité aux détenteurs des de la dernière Catégorie des Actions Privilégiées en ordre alphabétique inverse (i.e. d'abord aux Actions Privilégiées de Catégorie D4, puis s'il n'y a plus d'Actions Privilégiées de Catégorie D4 en émission, aux Actions Privilégiées de Catégorie D3 et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il y a seulement des Actions Privilégiées de Catégorie D1 en émission).

26.7. En cas de déclaration de dividendes rattachés aux Actions Ordinaires C, ces derniers seront alloués et payés comme suit:

i. le(s) détenteur(s) des Actions Ordinaires de Catégorie C 1 auront droit à un dividende égal à 0.30 % (zéro virgule trente pourcent) de la valeur totale nominale des Actions Ordinaires de Catégorie C 1 (arrondie, si nécessaire);

ii. le(s) détenteur(s) des Actions Ordinaires de Catégorie C 2 auront droit à un dividende égal à 0.25 % (zéro virgule vingt-cinq pourcent) de la valeur totale nominale des Actions Ordinaires de Catégorie C 2 (arrondie, si nécessaire);

iii. le(s) détenteur(s) des Actions Privilégiées de Catégorie C 3 auront droit à un dividende égal à 0.20 % (zéro virgule vingt pourcent) de la valeur totale nominale des Actions Ordinaires de Catégorie C 3 (arrondie, si nécessaire);

iv. le(s) détenteur(s) des Actions Ordinaires de Catégorie C 4 auront droit à un dividende égal à 0.15 % (zéro virgule quinze pourcent) de la valeur totale nominale des Actions Privilégiées de Catégorie C 4 (arrondie, si nécessaire);

le solde du montant total distribué devra être alloué dans son intégralité aux détenteurs des de la dernière Catégorie des Actions Ordinaires en ordre alphabétique inverse (i.e. d'abord aux Actions Ordinaires de Catégorie C4, puis s'il n'y a plus d'Actions Ordinaires de Catégorie C4 en émission, aux Actions Ordinaires de Catégorie C3 et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il y a seulement des Actions Ordinaires de Catégorie C1 en émission).»

Plus rien étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 17.45 heures.

Frais et Dépenses

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à mille quatre cents euros (EUR 1.400,-).

Dont acte, passé à Mondorf-les-Bains, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu aux comparantes connues du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, lesdites comparantes ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: F. Stolz-Page, K. Böhm, C. Oberhag, M. Loesch.

Enregistré à Grevenmacher A.C., le 14 octobre 2015. GAC/2015/8720. Reçu soixante-quinze euros. 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Pour expédition conforme,

Mondorf-les-Bains, le 27 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191732/598.

(150215382) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Corestate Capital Holding S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 35, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 199.780.

In the year two thousand and fifteen, on the nineteenth day of October,

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the General Meeting) of Corestate Capital Holding S.A, a public limited liability company (société anonyme) organised and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and registered with the Luxembourg trade and companies register (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) under registration number B 199780 (the Company). The Company was incorporated on 21 August 2015 pursuant to a deed of the undersigned notary, published in the Luxembourg Official Gazette (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (the Official Gazette), number 2642, dated 28 September 2015. The articles of association of the Company (the Articles) have been amended on 23 September 2015, pursuant to a deed of the undersigned notary, not yet published in the Official Gazette.

The General Meeting is presided by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, who appoints as secretary and the General Meeting designates Solange Wolter, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, as scrutineer.

The President has requested the undersigned notary to record that:

I. The agenda of the General Meeting is the following (the Agenda):

- (1) Waiver of the convening notices.
- (2) Confirmation of the conversion of the issued registered shares of the Company into dematerialised shares.
- (3) Decision that any further shares to be issued by the Company shall be in the form of dematerialised shares.
- (4) Subsequent amendment of the articles of association of the Company.
- (5) Miscellaneous.

II. The proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list. This attendance list signed by the proxyholder(s) of the represented shareholders, the board of the General Meeting and the undersigned notary, together with the proxies of the represented shareholders, after having been signed *ne varietur*, will remain annexed to the present deed.

III. It appears from the said attendance list, that the holders of all the shares in circulation are present or represented at the present General Meeting, so that the General Meeting can validly decide on all the items of the agenda which have previously been communicated to the shareholders present and represented, each of them expressly declaring to acknowledge it.

IV. After due consideration, the shareholders, present or represented by their proxyholders, hereby unanimously take the following resolutions:

First resolution

The Shareholders expressly waive any and all requirement which may be contained in the Articles or otherwise with respect to convening requirements and the shareholders present or duly and validly represented at the General Meeting declare having perfect knowledge of the Agenda which was communicated to them in advance of the General Meeting.

Second resolution

The General Meeting confirms that the entire issued capital of the Company consisting of nine million seven hundred forty-two thousand three hundred (9,742,300) registered shares with a nominal value of two cents of a Euro (EUR 0,02) has now been converted into nine million seven hundred forty-two thousand three hundred (9,742,300) dematerialised shares with a nominal value of two cents of a Euro (EUR 0,02) as per the compulsory procedure decided at the extraordinary general meeting of the shareholders held on 23 September 2015.

Proof of such conversion is provided by BNP Paribas Securities Services, Luxembourg branch, acting as principal agent of LuxCSD S.A., the single settlement organisation appointed in relation to the dematerialised shares of the Company representing the entirety of the issued shares of the Company.

Third resolution

The General Meeting decides that any further shares to be issued by the Company shall be in dematerialised form.

Fourth resolution

The General Meeting resolves to amend articles 6, 7 and 10.3 of the Articles in order to reflect the conversion of the shares of the Company into dematerialised shares, which shall now read as follows:

Art. 6.

“6. SHARES

6.1 Form of the shares

The shares of the Company are in dematerialised form in accordance with article 42bis of the Companies Act and the law of 6 April 2013 on dematerialised securities, as amended (the Dematerialisation Law). All future shares to be issued by the Company shall be in dematerialised form. The optional conversion of shares to any other form by the holder of such shares is prohibited.

6.2 Ownership and co-ownership of shares

The Company will recognise only one holder per share. In the event that a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company.

6.3 Share repurchases

The Company may repurchase its own shares within the limits set forth by law.

6.4 Reporting requirements

If and for so long some or all of shares of the Company are admitted to trading on a regulated market as defined in the markets in financial instruments law dated 31 July 2007, established or operating within a member state of the European Economic Area, any natural or legal person, acting alone or in concert with others, who would come to acquire or dispose of shares of the Company, or any other securities of the Company targeted by applicable law, shall comply with applicable reporting requirements within the timeframe set forth by applicable law.

6.5 Shares in dematerialised form

All dematerialised shares shall be registered via the single settlement organisation (organisme de liquidation) appointed by the Company, as it may be changed from time to time (the Settlement Organisation).

The dematerialised shares are only represented, and the ownership of such shares is only established by a record in the name of the shareholder in the securities account. The Settlement Organisation may issue or request the Company to issue certificates relating to dematerialised shares for the purpose of international circulation of securities.

The dematerialised shares of the Company shall be recorded at all times in the single securities issuance account of the Settlement Organisation, which shall indicate the identification elements of these dematerialised shares, the quantity issued and any subsequent changes.

To allow the shareholders to exercise their shareholder rights and their right of action against the Company or third parties, the account keepers or, where applicable, the foreign account keepers shall issue certificates to their account holders in exchange for written certification by the relevant account holders that they hold the shares concerned for own account or act pursuant to a right granted by the shareholder. Reference shall be made to it on the certificate.

For the purposes of identifying the shareholders, the Company may, at its expense, request from the Settlement Organisation the name, nationality, date of birth or date of incorporation and the address of the account holders in the Settlement Organisation's own books which immediately confers or may confer in the future voting rights at General Meetings, together with the number of shares held by each of them and, where applicable, the limits the shares may be subject to. The Settlement

Organisation shall provide the Company with the identification data on the holders of the securities accounts in its own books and the number of shares held by each of them.

The same information on the holders of shares for own account shall be gathered by the Company through the account keepers or any other person, whether in Luxembourg or abroad, who have a securities account with the Settlement Organisation on which shares of the Company are credited.

The Company may request the persons indicated on the lists given to it to confirm that they hold the shares for own account.

When a person who holds an account with the Settlement Organisation or an account keeper or a foreign account keeper does not communicate the information requested by the Company in accordance with Article 17 of the Dematerialisation Law, within two months as from the request or, if he/she/it communicated incomplete or erroneous information relating to his/her/its quality or the quantity of the shares held by him/her/it, the Company may suspend until regularisation the voting rights up to the amount of the shares for which the information requested was not received.

The Company shall make payments, by way of dividends or otherwise, in cash, shares or other assets only in the hands of the Settlement Organisation and that payment shall release the Company from any and all obligations for such payment.

Art. 7.

7. TRANSFER OF SHARES

7.1 Dematerialised shares

Dematerialised shares are freely transferable through book entry transfers (virement de compte à compte) in accordance with the legal requirements for dematerialised shares.

Art. 10.3.

10.3 Shareholders Rights Law

If and for so long as the shares of the Company are admitted to trading on a regulated market, as defined in the markets in financial instruments law dated 31 July 2007, as amended, established or operating in a member state of the European Union, the Company is subject to the provisions of the law on the exercise of certain rights of shareholders at general meetings of listed companies dated 24 May 2011, as amended (the Shareholders Rights Law).

The terms of this Article 10.3 shall be applicable if and for so long as the Company is subject to the Shareholders Right Law.

(a) Convening Notice

Convening Notices shall be published at least thirty (30) days before the date of the General Meeting in:

(a) the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) and in a Luxembourg newspaper; and

(b) in such media which may reasonably be expected to be relied upon for the effective dissemination of information to the public throughout the European Economic Area, and which are accessible rapidly and on a non-discriminatory basis (the EEA Publication).

In the event that the Presence Quorum is required to hold a General Meeting, if the Presence Quorum is not met on the date of the first convened General Meeting, another General Meeting may be convened by publishing the Convening Notice in the Luxembourg Official Gazette (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations), a Luxembourg newspaper and the EEA Publication seventeen (17) days prior to the date of the reconvened meeting provided that (i) the first General Meeting was properly convened in accordance with the above provisions; and (ii) no new item has been added to the agenda.

The Convening Notice shall indicate precisely the date and location of the General Meeting and its proposed agenda and contain any other information required under the Shareholders Right Law.

The Convening Notice must be communicated on the date of publication of the Convening Notice to the members of the Management Board, the members of the Supervisory Board and the independent auditor(s) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) (the Addressees). This communication shall be sent by letter to the Addressees, unless the Addressees (or any one of them) have expressly and in writing agreed to receive communication by other means, in which case such Addressee(s) may receive the convening notice by such other means of communication.

(b) Shareholders' rights

Shareholders representing at least five per cent (5%) of the Company's share capital may (i) request the adjunction of one or several items to the agenda of any General Meeting and (ii) table draft resolutions for items included or to be included on the agenda of a General Meeting.

Such requests must:

(i) be in writing and sent to the Company by post or electronic means to the address provided in the Convening Notice and be accompanied by a justification or draft resolution to be adopted in the General Meeting;

(ii) include the postal or electronic address at which the Company may acknowledge receipt of the requests; and

(iii) be received by the Company at least twenty two (22) days before the date of the relevant General Meeting.

The Company shall acknowledge receipt of requests referred to above within forty-eight (48) hours from receipt. The Company shall publish a revised agenda including such additional items on or before the fifteenth (15th) day before the date of the relevant General Meeting.

(c) Right to ask questions

Every shareholder shall have the right to ask questions related to items on the agenda of the General Meeting. The Company shall answer questions put to it by shareholders subject to measures which it may take to ensure the identification of shareholders, the good order of general meetings and their preparation and the protection of confidentiality and the Company's business interests. The Company may provide one overall answer to questions having the same content. Where the relevant information is available on the website of the Company in a question and answer format, the Company shall be deemed to have answered the questions asked by referring to the website.

As soon as the Convening Notice is published, shareholders have the right to ask questions in writing regarding the items on the agenda. Shareholders wishing to exercise this right must submit their questions in writing, including by electronic mail on the address indicated in the Convening Notice, to the Company so that they are received at least six (6) days before the relevant General Meeting, along with a certificate proving that they are shareholders at the Record Date (as defined below).

(d) Right to attend a General Meeting

The rights of a shareholder to participate in a General Meeting and to vote in respect of any of his/her/its shares are not subject to any requirement that his/her/its shares be deposited with, or transferred to, or registered in the name of, another natural or legal person before the General Meeting

The rights of a shareholder to sell or otherwise transfer his/her/its shares during the period between the Record Date (as defined below) and the General Meeting to which it applies are not subject to any restriction to which they are not subject to at other times.

The right of a shareholder to participate in a General Meeting and exercise voting rights attached to his/her/its shares are determined by reference to the number of shares held by such shareholder at midnight (00:00) on the day falling fourteen (14) days before the date of the General Meeting (the Record Date). Each shareholder shall, on or before the Record Date, indicate to the Company his/her/its intention to participate at the General Meeting. The Company determines the manner in which this declaration is made. For each shareholder who indicates his/her/its intention to participate in the shareholders' meeting, the Company records his/her/its name or corporate denomination and address or registered office, the number of shares held by him/her/it on the Record Date and a description of the documents establishing the holding of shares on that date.

Proof of the qualification as a shareholder may be subject only to such requirements as are necessary to ensure the identification of shareholders and only to the extent that they are proportionate to achieving that objective.

The Management Board may adopt all other regulations and rules concerning the participation in General Meetings and the availability of access cards and proxy forms in order to enable shareholders to exercise their right to vote.

(e) General Meeting held by electronic means

If provided for in the relevant Convening Notice, shareholders may participate in a General Meeting by electronic means, ensuring, notably, any or all of the following forms of participation: (a) a real-time transmission of the General Meeting; (b) a real-time two-way communication enabling shareholders to address the shareholders' meeting from a remote location; and (c) a mechanism for casting votes, whether before or during the General Meeting, without the need to appoint a proxy who is physically present at the meeting. Any shareholder who/which participates in a General Meeting through such means shall be deemed to be present at the place of the General Meeting for the purposes of the quorum and majority requirements. The use of electronic means allowing shareholders to take part in a General Meeting may be subject only to such requirements as are necessary to ensure the identification of shareholders and the security of the electronic communication, and only to the extent that they are proportionate to achieving that objective."

Costs

The expenses, costs, remunerations and charges in any form whatsoever, which will be borne by the Company as a result of the present deed are estimated to be approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that at the request of the proxyholders of the shareholders, the present deed is worded in English followed by a German version. At the request of the same proxyholders of the shareholders and in case of divergences between the English and German versions, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this notarial deed.

This notarial deed, having been read to the members of the bureau, who are known to the notary by surnames, names, civil status and residences, the members of the bureau signed the present deed together with the notary.

Es folgt die deutsche Übersetzung:

Im Jahr zweitausendfünfzehn, am neunzehnten Oktober.

Vor mir, Maître Henri Hellinckx, Notar mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg.

Fand eine außerordentliche Hauptversammlung der Aktionäre (die Hauptversammlung) der Corestate Capital Holding S.A. statt, einer Aktiengesellschaft (société anonyme), die gemäß dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründet wurde und besteht. Die Gesellschaft hat ihren eingetragenen Sitz in 35, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, Großherzogtum Luxemburg. Sie ist eingetragen in das Handels- und Unternehmensregister (Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg) unter der Registernummer B 199780 (die Gesellschaft). Die Gesellschaft wurde am 21. August 2015 gemäß einer Urkunde des amtierenden Notars gegründet und die Gründung wurde im Luxemburger Amtsblatt (Journal Officiel du Grand-Duché de Luxembourg, Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) (das Amtsblatt) Nummer 2642 vom 28. September 2015 veröffentlicht. Die Satzung der Gesellschaft (die Satzung) wurde am 23. September 2015 gemäß einer Urkunde des amtierenden Notars geändert, noch nicht im Amtsblatt veröffentlicht.

Den Vorsitz der Hauptversammlung nimmt Herr Régis Galiotto, Notarschreiber, beruflich ansässig in Luxemburg, wahr. Der Vorsitzende bestellt zur Schriftführerin, und die Hauptversammlung bestimmt zur Stimmzählerin Frau Solange Wolter, Notarschreiberin, beruflich ansässig in Luxemburg.

Der Vorsitzende hat den unterzeichneten Notar gebeten, Folgendes zu Protokoll zu nehmen:

I. Die Tagesordnung der Hauptversammlung lautet wie folgt (die Tagesordnung):

- (1) Verzicht auf die Einberufung.
- (2) Bestätigung der Umstellung aller Namensaktien der Gesellschaft in stückelose Aktien.
- (3) Beschlussfassung, dass alle weiteren, von der Gesellschaft in Zukunft auszugebenden Aktien in stückeloser Form ausgegeben werden.

(4) Anschließende Änderung der Satzung der Gesellschaft.

(5) Verschiedenes.

II. Die Stimmrechtsbevollmächtigten der vertretenen Aktionäre und die Anzahl ihrer Aktien sind in der Teilnehmerliste angegeben. Diese durch die Stimmrechtsbevollmächtigten der vertretenen Aktionäre, den Rat der Hauptversammlung und den unterzeichneten Notar unterschriebene Teilnehmerliste wird zusammen mit den Stimmrechtsvollmachten der vertretenen Aktionäre, nachdem sie mit dem Vermerk ne varietur unterschrieben wurde, dieser Urkunde beigeheftet.

III. Aus der genannten Teilnehmerliste ergibt sich, dass die Inhaber aller im Umlauf befindlichen Aktien auf dieser Hauptversammlung anwesend oder vertreten sind, sodass die Hauptversammlung wirksam über alle Tagesordnungspunkte, die vorher den anwesenden und vertretenen Aktionären, die jeder für sich bestätigen, sie zu kennen, mitgeteilt wurde, beschließen kann.

IV. Nach gebotener Prüfung beschließen die anwesenden oder durch ihre(n) Stimmrechtsbevollmächtigten vertretenen Aktionäre hiermit einstimmig die Annahme der folgenden Beschlüsse:

Erster Beschluss

Die Aktionäre verzichten ausdrücklich auf alle Voraussetzungen, die in der Satzung oder anderweitig in Bezug auf die Anforderungen an die Einberufung. Die auf der Hauptversammlung anwesenden oder ordnungsgemäß und wirksam vertretenen Aktionäre stellen fest, dass sie ordnungsgemäß einberufen sind, und erklären, dass sie die Tagesordnung, die ihnen im Voraus vor der Hauptversammlung mitgeteilt wurde, vollständig kennen.

Zweiter Beschluss

Die Hauptversammlung bestätigt, dass das gesamte ausgegebene Kapital der Gesellschaft, das aus neun Millionen siebenhundertzweiundvierzigtausend dreihundert (9.742.300) Namensaktien im Nennwert von je zwei Eurocent (0,02 EUR) besteht, nunmehr gemäß dem auf der außerordentlichen Hauptversammlung der Aktionäre am 23. September 2015 beschlossenen Zwangsverfahren in neun Millionen siebenhundertzweiundvierzigtausend dreihundert (9.742.300) stückelose Aktien im Nennwert von je zwei Eurocent (0,02 EUR) umgewandelt wurde.

Der Nachweis dieser Umwandlung wird durch BNP Paribas Securities Services, Niederlassung Luxemburg, erbracht, welche als Hauptagentur von LuxCSD S.A., der einheitlichen Abrechnungsorganisation, fungiert, die im Zusammenhang mit den stückelosen Aktien der Gesellschaft, welche die gesamten ausgegebenen Aktien der Gesellschaft darstellen, bestellt wurde.

Dritter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt, dass alle weiteren, von der Gesellschaft in Zukunft auszugebenden Aktien in stückeloser Form ausgegeben werden.

Vierter Beschluss

Die Hauptversammlung beschließt die Änderung der Artikel 6, 7 und 10.3 der Satzung, damit sie der Umwandlung der Aktien der Gesellschaft in stückelose Aktien entsprechen. Sie lauten nunmehr wie folgt:

Art. 6.

“6. AKTIEN

6.1 Form der Aktien

Die Aktien der Gesellschaft sind stückelose Aktien im Sinne von Artikel 42bis des Gesellschaftsgesetz und des Gesetzes vom 6. April 2013 über stückelose Wertpapiere, in der jeweils geltenden Fassung (das Wertrechtgesetz). Alle zukünftigen, von der Gesellschaft auszugebenden Aktien werden in stückeloser Form ausgegeben. Die optionale Umwandlung von Aktien in eine andere Form durch den Inhaber dieser Aktien ist unzulässig.

6.2 Eigentum und Miteigentum an den Aktien

Die Gesellschaft erkennt nur einen Inhaber je Aktie an. Falls eine Aktie von mehr als einer Person gehalten wird, ist die Gesellschaft berechtigt, die Ausübung aller mit der Aktie verbundenen Rechte auszusetzen, bis eine einzige Person als der alleinige Eigentümer in der Beziehung zur Gesellschaft bestellt wurde.

6.3 Rückkauf von Aktien

Innerhalb der gesetzlich vorgeschriebenen Grenzen kann die Gesellschaft ihre eigenen Aktien zurückkaufen.

6.4 Meldepflichten

Solange einige oder alle der Aktien der Gesellschaft zum Handel an einem geregelten Markt im Sinne des Gesetzes vom 31. Juli 2007 über Märkte in Finanzinstrumenten zugelassen sind, der in einem Mitgliedstaat des Europäischen Wirtschaftsraums eingerichtet ist oder betrieben wird, muss jede natürliche oder juristische Person, die allein oder abgestimmt mit anderen handelnd, Aktien der Gesellschaft oder andere Wertpapiere der Gesellschaft, die geltendem Recht unterfallen, erwirbt oder veräußert, die geltenden Meldepflichten innerhalb der im betreffenden Gesetz festgelegten Frist erfüllen.

6.5 Aktien in stückeloser Form

Alle stückelose Aktien werden durch die einheitliche Abrechnungsorganisation (organisme de liquidation) eingetragen, die durch die Gesellschaft bestellt wird und die gelegentlich geändert werden kann (die Abrechnungsorganisation).

Die stückellosen Aktien werden lediglich durch eine Buchung auf den Namen des Inhabers im Wertpapierkonto verkörpert und das Eigentum an den Aktien wird lediglich durch diese Buchung festgelegt. Zum Zwecke des internationalen Wertpapierverkehrs kann die Abrechnungsorganisation Urkunden über die stückellosen Aktien ausfertigen oder die Gesellschaft mit der Ausfertigung beauftragen.

Die stückellosen Aktien der Gesellschaft sind jederzeit im einzigen Wertpapieremissionskonto der Abrechnungsorganisation zu erfassen. Sie gibt die Elemente zur Identifizierung dieser stückellosen Aktien, die ausgegebene Anzahl und alle nachfolgenden Änderungen an.

Um den Aktionären die Wahrnehmung ihrer Aktionärsrechte und ihre Klagerechte gegen die Gesellschaft oder Dritte zu ermöglichen, müssen die Kontoführer bzw. gegebenenfalls die ausländischen Kontoführer Urkunden an ihre Kontoinhaber im Austausch gegen eine schriftliche Bescheinigung durch die entsprechenden Kontoführer ausfertigen, dass sie die betreffenden Aktien für eigene Rechnung halten oder kraft eines durch den Aktionäre erteilten Rechts handeln. Auf der Urkunde ist ein entsprechender Verweis anzubringen.

Zum Zwecke der Identifizierung der Aktionäre kann die Gesellschaft auf ihre Kosten von der Abrechnungsorganisation Namen, Anschrift, Geburtsdatum oder Gründungsdatum und die Anschrift des Kontoinhabers in den eigenen Büchern der Abrechnungsorganisation anfordern, was sofort oder in der Zukunft Stimmrechte auf Hauptversammlungen begründet, zusammen mit der Anzahl der von jedem Inhaber gehaltenen Aktien und gegebenenfalls die Begrenzungen, denen die Aktien unterliegen. Die Abrechnungsorganisation hat der Gesellschaft die Identifizierungsdaten zu den Inhabern der Wertpapierkonten in ihren eigenen Büchern sowie die Anzahl der von jedem von ihnen gehaltenen Aktien bereitzustellen.

Dieselben Informationen über die Inhaber von Aktien für eigene Rechnung werden von der Gesellschaft über die Kontoführer oder andere Personen in Luxemburg oder im Ausland erhoben, die ein Wertpapierkonto bei der Abrechnungsorganisation unterhalten, auf dem Aktien der Gesellschaft gutgeschrieben werden.

Die Gesellschaft kann die in den ihr übergebenen Listen genannten Personen auffordern, zu bestätigen, dass sie die Aktien für eigene Rechnung halten.

Wenn eine Person, die ein Konto bei der Abrechnungsorganisation oder bei einem Kontoführer oder einem ausländischen Kontoführer unterhält, die von der Gesellschaft im Sinne von Artikel 17 Wertrechtgesetz angeforderten Informationen nicht innerhalb von zwei Monaten ab der Aufforderung hierzu mitteilt oder wenn sie unvollständige oder irrtümliche Informationen in Bezug auf seine Eigenschaft oder die Anzahl der von ihr gehaltenen Aktien mitteilt, kann die Gesellschaft die Stimmrechte bis zu der Anzahl von Aktien, für welche die angeforderten Informationen nicht eingegangen sind, bis zur Bereinigung aussetzen.

Die Gesellschaft kann Zahlungen im Wege von Dividenden oder anderweitig, in bar, Aktien oder anderen Vermögenswerten nur an die Abrechnungsorganisation leisten, und diese Leistung befreit die Gesellschaft von allen Pflichten für diese Zahlung.

Art. 7.

7. ÜBERTRAGUNG VON AKTIEN

7.1 Stückelose Aktien

Stückelose Aktien sind durch Umbuchungen (virement de compte à compte) frei übertragbar gemäß den gesetzlichen Vorschriften für stückelose Aktien.

Art. 10.3.

10.3 Aktionärsrechtegesetz

Solange die Aktien der Gesellschaft zum Handel an einem geregelten Markt im Sinne des Gesetzes vom 31. Juli 2007 über Märkte in Finanzinstrumenten, in der jeweils geltenden Fassung, zugelassen sind, der in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union eingerichtet ist oder betrieben wird, unterliegt die Gesellschaft den Vorschriften des Gesetzes über die Ausübung bestimmter Aktionärsrechte auf Hauptversammlungen von börsennotierten Unternehmen vom 24. Mai 2011, in der jeweils geltenden Fassung (das Aktionärsrechtegesetz).

Die Bestimmungen dieses Artikels 10.3 gelten, solange die Gesellschaft unter das Aktionärsrechtegesetz fällt.

(a) Einberufungsanzeige

Einberufungsanzeigen sind spätestens dreißig (30) Tage vor dem Tag der Hauptversammlung zu veröffentlichen in:

(a) dem Luxemburger Amtsblatt (Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations) und in einer luxemburgischen Tageszeitung und

(b) in Medien, die vernünftigerweise für die Verbreitung von Informationen an die Öffentlichkeit im Europäischen Wirtschaftsraum in Frage kommen und die rasch und auf nicht diskriminierende Weise zugänglich sind (die EWR-Veröffentlichung).

Wenn die Mindestanwesenheit für die Abhaltung einer Hauptversammlung erforderlich ist und die Mindestanwesenheit nicht an dem Tag der ersten Einberufung der Hauptversammlung erreicht wird, kann eine andere Hauptversammlung durch Veröffentlichung der Einberufungsanzeige im Luxemburger Amtsblatt (Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations), einer luxemburgischen Tageszeitung und der EWR-Veröffentlichung siebzehn (17) Tage vor dem Termin der erneut einberufenen Hauptversammlung einberufen werden, sofern (a) die erste Hauptversammlung ordnungsgemäß entsprechend den oben genannten Bestimmungen einberufen wurde, und (ii) kein neuer Punkt auf die Tagesordnung gesetzt wird.

Die Einberufungsanzeige hat präzise den Tag und den Ort der Hauptversammlung und die vorgeschlagene Tagesordnung anzugeben und alle anderen Informationen zu enthalten, die gemäß dem Aktionärsrechtegesetz verlangt werden.

Die Einberufungsanzeige muss an dem Tag der Veröffentlichung der Einberufungsanzeige den Mitgliedern des Vorstands, den Mitgliedern des Aufsichtsrats und dem/den unabhängigen Wirtschaftsprüfer(n) (réviseur(s) d'entreprises agréé(s)) (die Adressaten) mitgeteilt werden. Diese Mitteilung muss per Postbrief an die Adressaten gesendet werden, sofern die Adressaten (oder einer von ihnen) nicht ausdrücklich schriftlich zugestimmt haben, die Mitteilung über andere Mittel zu erhalten. In diesem Fall kann dieser Adressat bzw. können diese Adressaten die Einberufungsanzeige über dieses andere Kommunikationsmittel erhalten.

(b) Aktionärsrechte

Aktionäre, die mindestens fünf (5 %) Prozent des Grundkapitals der Gesellschaft repräsentieren, können (i) die Aufnahme von einem oder mehreren Belangen in die Tagesordnung einer Hauptversammlung verlangen, und (ii) Beschlussvorlagen für Belange einreichen, die in der Tagesordnung der Hauptversammlung enthalten sind oder aufgenommen werden sollen.

Dieses Verlangen muss:

(i) schriftlich erfolgen und per Post oder über elektronische Medien an die Gesellschaft an die Anschrift gesendet werden, die in der Einberufungsanzeige angegeben ist, und mit einer Begründung oder einer Beschlussvorlage versehen sein, die auf der Hauptversammlung beschlossen werden soll,

(ii) die postalische oder elektronische Anschrift enthalten, an welche die Gesellschaft den Eingang des Verlangens bestätigen kann und

(iii) bei der Gesellschaft spätestens zweiundzwanzig (22) Tage vor dem Tag der betreffenden Hauptversammlung eingehen.

Die Gesellschaft hat den Eingang des oben genannten Verlangens innerhalb von achtundvierzig (48) Stunden ab Eingang zu bestätigen. Die Gesellschaft hat eine überarbeitete Tagesordnung mit Einschluss dieser zusätzlichen Belange am oder vor dem fünfzehnten (15.) Tag vor dem Tag der betreffenden Hauptversammlung zu veröffentlichen.

(c) Fragerecht

Jeder Aktionär hat das Recht, Fragen in Bezug auf Belange der Tagesordnung der Hauptversammlung zu stellen. Die Gesellschaft hat Fragen, die ihr von Aktionären gestellt werden, zu beantworten, vorbehaltlich von Maßnahmen, die sie ergreifen kann, um die Identifizierung von Aktionären sowie die gute Ordnung von Hauptversammlungen und ihre Vorbereitung sowie den Schutz der Vertraulichkeit und der Geschäftsinteressen der Gesellschaft sicherzustellen. Die Gesellschaft kann eine übergreifende Antwort auf Fragen mit demselben Inhalt bereitstellen. Wenn die entsprechenden Informationen auf der Website der Gesellschaft in einer Frage-und-Antwort-Form bereitstehen, gilt, dass die Gesellschaft die gestellten Fragen durch Verweis auf die Website beantwortet hat.

Sobald die Einberufungsanzeige veröffentlicht ist, haben die Aktionäre das Recht, Fragen zu den Tagesordnungspunkten zu stellen. Aktionäre, die dieses Recht auszuüben beabsichtigen, müssen ihre Fragen schriftlich (auch per E-Mail) bei der Gesellschaft an die in der Einberufungsanzeige angegebene Anschrift so einreichen, dass sie spätestens sechs (6) Tage vor der entsprechenden Hauptversammlung eingehen. Beizufügen ist eine Bescheinigung, die beweist, dass sie am Eintragungsdatum (wie nachfolgend definiert) Aktionäre sind.

(d) Recht zur Teilnahme an einer Hauptversammlung

Die Rechte eines Aktionärs, an einer Hauptversammlung teilzunehmen und für eine oder mehrere seiner Aktien abzustimmen, unterliegen keinerlei Anforderungen, dass seine Aktien bei einer anderen natürlichen oder juristischen Person vor der Hauptversammlung hinterlegt sein oder auf sie übertragen oder auf ihren Namen eingetragen sein müssen.

Die Rechte eines Aktionärs, seine Aktien während des Zeitraums zwischen dem Eintragungsdatum (wie nachfolgend definiert) und der betreffenden Hauptversammlung zu verkaufen oder anderweitig zu veräußern, unterliegen keinerlei Beschränkung, der sie nicht auch zu einem anderen Zeitpunkt unterliegen.

Das Recht eines Aktionärs, an einer Hauptversammlung teilzunehmen und Stimmrechte in Verbindung mit seinen Aktien wahrzunehmen, wird unter Bezugnahme auf die Anzahl der Aktien, die von diesem Aktionär um Mitternacht (00:00 Uhr) an dem Tag gehalten wird, der vierzehn (14) Tage vor dem Tag der Hauptversammlung fällt (das Eintragungsdatum), ermittelt. Jeder Aktionär muss am oder vor dem Eintragungsdatum der Gesellschaft seine Absicht mitteilen, an der Hauptversammlung teilzunehmen. Die Gesellschaft bestimmt die Form, in der diese Erklärung zu erfolgen hat. Für jeden Aktionär, der seine Absicht mitteilt, an der Aktionärsversammlung teilzunehmen, legt die Gesellschaft einen Eintrag mit seinem Namen oder seiner Firma und der Anschrift oder der eingetragenen Adresse, der Anzahl der von ihm am Eintragungsdatum gehaltenen Aktien sowie eine Beschreibung der Dokumente, aus denen sich die Inhaberschaft der Aktien an diesem Datum ergibt, an.

Der Nachweis der Qualifizierung als Aktionär darf nur solchen Anforderungen unterliegen, die notwendig sind, um die Identifizierung von Aktionären zu gewährleisten, und nur in dem Maße, in dem sie für die Erfüllung dieses Zwecks verhältnismäßig sind.

Der Vorstand kann alle anderen Regelungen und Vorschriften in Bezug auf die Beteiligung an Hauptversammlungen sowie die Verfügbarkeit von Eintrittskarten und Stimmrechtsvollmachtsformularen festlegen, damit die Aktionäre ihr Stimmrecht wahrnehmen können.

(e) Hauptversammlung durch elektronische Medien

Wenn dies in der entsprechenden Einberufungsanzeige angegeben ist, können Aktionäre durch elektronische Medien an einer Hauptversammlung teilnehmen, die einzelne oder alle der folgenden Teilnahmeformen gewährleisten: (a) eine Übermittlung der Hauptversammlung in Echtzeit, (b) eine Zweiwege-Kommunikation in Echtzeit, sodass die Aktionäre sich von einem entfernten Ort an die Aktionärsversammlung wenden können, und (c) ein Mechanismus für die Stimmenabgabe, sei es vor oder während der Hauptversammlung, ohne die Notwendigkeit, einen Stimmrechtsbevollmächtigten zu benennen, der an der Versammlung körperlich teilnimmt. Jeder Aktionär, der an einer Hauptversammlung über diese Medien teilnimmt, gilt im Sinne der Beschlussfähigkeit und der Anforderungen an eine Stimmenmehrheit als am Ort der Hauptversammlung anwesend. Der Einsatz von elektronischen Medien, die dem Aktionär eine Teilnahme an einer Hauptversammlung ermöglichen, darf nur solchen Anforderungen unterliegen, die notwendig sind, um die Identifizierung von Aktionären und die Sicherheit der elektronischen Kommunikation zu gewährleisten, und nur in dem Maße, in dem sie für die Erfüllung dieses Zwecks verhältnismäßig sind.

Kosten

Die Auslagen, Kosten, Vergütungen und Gebühren in jeder Form, die von der Gesellschaft aus dieser Beurkundung zu tragen sind, werden auf rund eintausend fünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Der unterzeichnete Notar, der Englisch versteht und spricht, stellt hiermit fest, dass auf Verlangen der Stimmrechtsvertreter der Aktionäre diese Urkunde in englischer Sprache verfasst ist der eine deutsche Version folgt. Auf Verlangen derselben Stimmrechtsvertreter der Aktionäre soll für den Fall von Abweichungen zwischen den englischen und deutschen Versionen die englische Version vorrangig gelten.

Worüber Urkunde, aufgenommen und geschlossen in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg, am Tage wie am Anfang der Urkunde angegeben.

Diese notarielle Urkunde wurde den Versammlungsteilnehmern vorgelesen. Die Versammlungsteilnehmer sind dem Notar nach Namen, Vornamen, Familienständen und Wohnorten bekannt. Die Versammlungsteilnehmer haben diese Urkunde zusammen mit dem Notar unterzeichnet.

Gezeichnet: R. GALIOTTO, S. WOLTER und H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 28 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/34056. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG - der Gesellschaft auf Begehrt erteilt.

Luxemburg, den 27. November 2015.

Référence de publication: 2015191744/426.

(150215361) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

BMH Investments Holding S.à r.l., SPF, Société à responsabilité limitée - Société de gestion de patrimoine familial.

Siège social: L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling.

R.C.S. Luxembourg B 184.410.

In the year two thousand and fifteen, on the twelfth of November.

Before Us, Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg

Was held

an extraordinary general meeting of the shareholders (the “Meeting”) of BMH Investments Holding S.à r.l., SPF (the “Company”), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 184.410. (the “Company”), incorporated by a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg on 27 December 2013, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 936 on 11 April 2014.

The Meeting was opened with Mrs Maria TKACHENKO, residing professionally in Luxembourg, being in the chair (the “Chairman”).

The Chairman appointed as secretary and the Meeting appointed as scrutineer Mrs Arlette SIEBENALER, private employee, residing in Luxembourg.

The Board of Meeting having been validly constituted, the Chairman declared and requested the notary to state:

I. That the agenda of the Meeting is as follows (the “Agenda”)

Agenda

1. Dissolution of the Company.

2. Discharge of liability to the Director of the Company for the exercise of its mandate until the adoption of the resolution on the dissolution of the Company.

3. Appointment of EZD S.à r.l. established and having its registered office in L-1466, Luxembourg, 4, rue Jean Engling, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 167.127 as Liquidator of the Company (the «Liquidator»).

4. Determination of the powers of the Liquidator as follows:

- the Liquidator shall have the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148bis of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended;

- the Liquidator may accomplish all the acts provided for by Article 145 of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, without requesting the authorization of the shareholders in the cases in which it is requested;

- the Liquidator may exempt the registrar of mortgages to take registration automatically; renounce all the real rights, preferential rights mortgages, actions for rescission; remove the attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other impediments;

- the Liquidator is relieved from inventory and may refer to the annual accounts referred to under the previous resolution;

- the Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of his powers he determines and for the period he will fix.

5. Write-off of all existing loan liabilities of the Company towards its shareholders.

II. That the shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders, and the number of their shares are shown on an attendance list (the “Attendance List”). This Attendance List, which has been duly signed by the shareholders, the proxy holders of the represented shareholders and the Board of the Meeting, will remain annexed to the present deed in order to be filed with it at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, which have been initialled “ne varietur” by the proxy holders, shall also remain annexed to the present deed.

III. That the entire share capital of the Company being present or represented at the present Meeting, and the shareholders present or represented declaring that he has had due notice and due knowledge of the Agenda prior to this Meeting, no convening notice was necessary.

IV. That, as a consequence of the entire share capital of the Company being present or represented, the present Meeting is regularly constituted and may therefore validly deliberate on all of the items composing the Agenda,

After having duly considered the items set out in the Agenda, the Meeting unanimously adopted the following resolutions:

First resolution

The Meeting resolves to dissolve and to put into liquidation the company BMH Investments Holding S.à r.l., SPF (the “Company”), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg,

having its registered office at L-1466 Luxembourg, 4, rue Jean Engling, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 184.410.

Second resolution

The Meeting resolves to proceed with discharge of liability to the Director of the Company for the exercise of its mandates until the adoption of the resolution on the dissolution of the Company.

Third Resolution

The Meeting resolves to appoint EZD S.à.r.l., established and having its registered office in L-1466, Luxembourg, 4, rue Jean Engling, inscribed in the Trade and Companies' Register of Luxembourg, section B, under the number 167.127 as Liquidator of the Company (the «Liquidator»).

Fourth Resolution

The Meeting resolves to determinate the powers of the Liquidator as follows:

- the Liquidator shall have the broadest powers as provided for by Articles 144 to 148bis of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended;
- the Liquidator may accomplish all the acts provided for by Article 145 of the Law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended, without requesting the authorization of the Sole Shareholder in the cases in which it is requested;
- the Liquidator may exempt the registrar of mortgages to take registration automatically; renounce all the real rights, preferential rights mortgages, actions for rescission; remove the attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other impediments;
- the Liquidator is relieved from inventory and may refer to the annual accounts referred to under the previous resolution;
- the Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of his powers he determines and for the period he will fix.

Fifth Resolution

The Meeting resolves to write-off all existing loan liabilities of the Company towards its shareholders.

Expenses - Valuation

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations or expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of the present deed, is approximately evaluated at EUR 1,500.-.

Whereof the present deed is drawn up in Luxembourg on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that upon request of the appearing person duly represented by the proxy holder, this deed is worded in English, followed by a French version; upon request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing persons they signed this deed with the notary.

Suit la traduction française de ce qui précède:

L'an deux mille quinze, le douze novembre.

Par-devant Nous, Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg)

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire des associés (l'"Assemblée") de BMH Investments Holding S.à r.l., SPF (la "Société"), une société à responsabilité limitée, constituée et existante conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est sis 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.410 (la "Société"), constituée suivant acte reçu par le Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 27 décembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 935 du 11 avril 2014.

L'Assemblée a été ouverte à sous la présidence de Madame Maria TKACHENKO, demeurant professionnellement à Luxembourg (le "Président").

Le Président a désigné comme secrétaire et l'Assemblée a élu comme scrutateur Madame Arlette SIEBENALER, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le Bureau valablement constitué, le Président a déclaré et a demandé au notaire d'établir:

I. Que l'ordre du jour de l'Assemblée est le suivant (l' "Ordre du Jour"):

Ordre du jour:

1. Dissolution de la Société.
2. Décharge de responsabilité à l'administrateur de la Société pour l'exercice de leur mandat jusqu'à l'adoption de la résolution sur la dissolution de la Société.

3. Nomination de EZD S.à.r.l. établie et ayant son siège social à L-1466, Luxembourg, 4, rue Jean Engling, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.127 en qualité de liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

4. Détermination des pouvoirs du liquidateur comme suit:

- Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

- Le liquidateur peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans demander l'autorisation de l'Souscripteur Unique dans les cas dans lesquels il est demandé;

- Le liquidateur peut dispenser le registraire des hypothèques de prendre l'enregistrement automatiquement; renoncer à tous les droits réels, hypothèques des droits préférentiels, actions pour annulation; supprimer la pièce jointe, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, pièces jointes, oppositions ou autres empêchements;

- Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes annuels visés par la résolution précédente;

- Le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

5. Radiation de tous les passifs de prêt existants de la Société envers ses actionnaires.

II. Que les associés présents ou représentés, les mandataires des associés représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont indiqués sur une feuille de présence (la "Feuille de Présence"). Cette Feuille de Présence, dûment signée par les associés, les mandataires des associés représentés et le Bureau, sera annexée au présent acte afin d'être enregistrée concomitamment par les autorités compétentes.

Les procurations des associés représentés, paraphés "ne varietur" par les mandataires des associés représentés seront également annexées au présent acte.

III. Que l'intégralité du capital social étant présente ou représentée à la présente Assemblée, et que les associés présents ou représentés ayant déclaré qu'ils avaient été dûment notifiés et qu'ils avaient pris connaissance de l'Ordre du Jour préalablement à l'Assemblée, aucune convocation n'était nécessaire.

IV. Que du fait que l'intégralité du capital social de la Société soit représentée à la présente Assemblée, celle-ci, est régulièrement constituée et peut ainsi valablement délibérer sur tous les points de l'Ordre du Jour.

Après avoir dûment pris connaissance des points portés à l'Ordre du Jour, l'Assemblée a adopté à l'unanimité l'ensemble des résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée décide de dissoudre et de mettre en liquidation la société BMH Investments Holding S.à r.l., SPF (la "Société"), une société à responsabilité limitée, constituée et existante conformément aux lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est sis 4, rue Jean Engling, L-1466 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 184.410.

Deuxième résolution

L'Assemblée décide de donner décharge de responsabilité au gérant de la Société pour l'exercice de leur mandat jusqu'à l'adoption de la résolution sur la dissolution de la Société.

Troisième résolution

L'Assemblée décide de nommer EZD S.à.r.l, établie et ayant son siège social à L-1466, Luxembourg, 4, rue Jean Engling, inscrite dans le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 167.127 en qualité de liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Quatrième résolution

L'Assemblée décide de déterminer les pouvoirs du liquidateur comme suit:

- Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée;

- Le liquidateur peut accomplir tous les actes prévus à l'article 145 de la loi du 10 Août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sans demander l'autorisation des souscripteurs dans les cas dans lesquels il est demandé;

- Le liquidateur peut dispenser le registraire des hypothèques de prendre l'enregistrement automatiquement; renoncer à tous les droits réels, hypothèques des droits préférentiels, actions pour annulation; supprimer la pièce jointe, avec ou sans paiement de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, pièces jointes, oppositions ou autres empêchements;

- Le liquidateur est dispensé de l'inventaire et peut se référer aux comptes annuels visés par la résolution précédente;

- Le liquidateur peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixera.

Cinquième résolution

L'Assemblée décide de radier tous les passifs de prêt existants de la Société envers ses associés.

Frais - évaluation

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison des présentes, est évalué approximativement à EUR 1.500.-.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare par les présentes, qu'à la requête de la partie comparante dûment représentée, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française; à la requête de la même partie comparante, et en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise prévaudra.

Après lecture du présent acte aux comparants, ceux-ci ont signé avec le notaire le présent acte.

Signé: M. TKACHENKO, A. SIEBENALER et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 18 novembre 2015. Relation: 1LAC/2015/36281. Reçu douze euros (12.- EUR).

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191710/177.

(150214847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Begeo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2430 Luxembourg, 4, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 201.751.

—
STATUTS

L'an deux mille quinze, le dix-huit novembre.

Pardevant Nous Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, (Grand-Duché de Luxembourg), soussigné;

ONT COMPARU:

1.- Monsieur Benoît CAMERLYNCK, employé, né le 24 décembre 1965 à Poperinge, Belgique, demeurant à 111, rue de Bettembourg, L-5811 Fentange,

2.- Intemia S.à r.l., société à responsabilité limitée ayant son siège social au 4, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 168.099, ici valablement représentée par son gérant unique, Monsieur Geoffroy VAN ROSSEM, gérant de sociétés, né le 19 juin 1972 à Ottignies (B) demeurant professionnellement à L-2430 Luxembourg, 4, rue Michel Rodange

Lesquels comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter l'acte de constitution d'une société à responsabilité limitée qu'ils déclarent constituer par le présente et dont les statuts sont établis comme suit:

I. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Il est formé par la présente entre les propriétaires actuels des parts ci-après créées et tous ceux qui pourront le devenir dans la suite, une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois y relatives, ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. La société à responsabilité limitée prend la dénomination de BEGEO S.à r.l., (ci-après la «Société»).

Art. 3. La Société a pour objet:

- tous types de services en matière économique, études macro- ou microéconomiques,
- le marketing et les services de communication, la formation y compris dans les secteurs financier et de l'assurance;
- l'exploitation d'un ou de plusieurs bureaux de services, de gestion et conseils en matière administrative,
- l'exploitation d'une agence immobilière et de relocation, comprenant notamment l'achat, la vente, la mise en valeur, la location d'immeubles et de tous droits immobiliers, la prise, respectivement la mise en location de biens meubles et immeubles, la gérance, respectivement la gestion d'immeubles ou de patrimoines mobiliers et immobiliers tant pour son propre compte que pour compte de tiers, et
- l'intervention en tant qu'intermédiaire pour des opérations concernant tout bien mobilier;
- l'exercice de toute mission d'administration et l'exercice de mandats et de fonctions dans d'autres sociétés notamment comme administrateur, gérant, ou directeur;
- le développement, l'achat, la vente, la concession comme preneur ou concédant de licences, de brevets, de savoir-faire et d'autres immobilisations incorporelles;

- toutes prises de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres entreprises luxembourgeoises ou étrangères, la gestion ainsi que la mise en valeur de ces participations.

La Société pourra emprunter avec ou sans garantie ou se porter caution pour d'autres personnes morales et physiques, sous réserve des dispositions légales afférentes.

La Société pourra encore effectuer toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières, susceptibles de favoriser l'accomplissement ou le développement des activités décrites ci-dessus.

Art. 4. La durée de la Société est illimitée.

Art. 5. Le siège social est établi dans la Commune de Luxembourg-ville

Le siège social de la Société pourra être transféré à tout autre endroit dans la commune du siège social par simple décision des associés.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés.

Par simple décision des associés, la Société pourra établir des filiales, succursales, agences ou sièges administratifs aussi bien dans le Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

II. Capital social - Parts sociales

Art. 6. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par mille deux cent cinquante (1.250) parts sociales d'une valeur nominale de dix euros (EUR 10,-) chacune.

Art. 7. Les parts sociales sont librement cessibles entre associés.

Elles ne peuvent être cédées entre vifs ou pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'accord unanime de tous les associés.

En cas de cession à un non-associé, les associés restants ont un droit de préemption. Ils doivent l'exercer dans les 60 jours à partir de la date du refus de cession à un non-associé. En cas d'exercice de ce droit de préemption, la valeur de rachat des parts est calculée conformément aux dispositions des alinéas 6 et 7 de l'article 189 de la loi sur les sociétés commerciales.

Art. 8. Le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture de l'un des associés ne mettent pas fin à la Société.

Les créanciers, ayants droit ou héritiers d'un associé ne pourront pour quelque motif que ce soit, faire apposer des scellés sur les biens et documents de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration; pour faire valoir leurs droits, ils devront se tenir aux valeurs constatées dans les derniers bilan et inventaire de la Société.

III. Administration et gérance

Art. 9. La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, nommés et révocables à tout moment par l'assemblée générale qui fixe leurs pouvoirs et leurs rémunérations.

Art. 10. L'assemblée générale annuelle des associés se tiendra le deuxième vendredi du mois de mars à 10.00 heures au siège social de la Société ou à tout autre endroit qui sera fixé dans l'avis de convocation.

Si ce jour est un jour férié légal, l'assemblée générale annuelle se tiendra le premier jour ouvrable qui suit.

D'autres assemblées des associés pourront se tenir aux heures et lieu spécifiés dans les avis de convocation.

Les quorum et délais requis par la Loi régleront les avis de convocation et la conduite des assemblées des associés de la Société, dans la mesure où il n'est pas autrement disposé dans les présents Statuts.

Art. 11. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre de parts qui lui appartiennent.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts sociales qu'il possède et peut se faire valablement représenter aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 12. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux statuts doivent réunir la majorité des associés représentant les trois quarts (3/4) du capital social.

Art. 13. Lorsque la Société ne comporte qu'un seul associé, les pouvoirs attribués par la loi ou les statuts à l'assemblée générale sont exercés par l'associé unique.

Les décisions prises par l'associé unique, en vertu de ces pouvoirs, sont inscrites sur un procès-verbal ou établies par écrit.

De même, les contrats conclus entre l'associé unique et la Société représentée par lui sont inscrits sur un procès-verbal ou établies par écrit.

Cette disposition n'est pas applicable aux opérations courantes conclues dans des conditions normales.

Art. 14. Le ou les gérants ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; simples mandataires, ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 15. Chaque année, le trente et un octobre, les comptes sont arrêtés et le ou les gérants dressent un inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la Société.

Art. 16. Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 17. Les produits de la Société constatés dans l'inventaire annuel, déduction faite des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent pour la constitution du fonds de réserve légale jusqu'à ce que celui-ci ait atteint dix pour cent du capital social.

Une partie du bénéfice disponible pourra être attribuée à titre de gratification aux gérants par décision des associés.

Art. 18. L'année sociale commence le premier novembre de chaque année et finit le trente et un octobre de l'année suivante.

IV. Dissolution - Liquidation

Art. 19. Lors de la dissolution de la Société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui en fixeront les pouvoirs et les émoluments.

V. Dispositions générales

Art. 20. Pour tout ce qui n'est pas prévu dans les présents statuts, les associés se réfèrent aux dispositions légales

Dispositions transitoires

1. Le premier exercice social commence le jour de la constitution et se termine le 31 octobre 2016.
2. La première assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en 2017.

Souscription et libération

Les Statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, les parts sociales ont été souscrites par les fondateurs comme suit:

Associés	Nombre de parts sociales	Montant libéré en EUR
1.- Monsieur Benoît CAMERLYNCK	625	6.250,-
2.- Intemia S.à r.l.,	625	6.250,-
Total:	1.250	12.500,-

Toutes les parts sociales ont été libérées entièrement par les souscripteurs moyennant un versement en numéraire, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (12.500,- EUR) est à partir de ce jour à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été prouvé au notaire par une attestation bancaire, qui le constate expressément.

Déclaration

Le notaire instrumentaire déclare avoir vérifié l'existence des conditions énumérées à l'article 183 de la loi de 1915, telle que modifiée, et en confirme expressément l'accomplissement.

Assemblée générale extraordinaire

Les comparants pré-mentionnés, représentant la totalité du capital social et se considérant comme étant valablement convoqués, déclarent se réunir en assemblée générale extraordinaire et prennent à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

1. L'adresse du siège social est établie à L-2430 Luxembourg, 4, rue Michel Rodange.
2. Le nombre de gérants est fixé à deux (2) et celui des commissaires aux comptes à un (1).
3. Sont appelés aux fonctions de gérants pour une durée indéterminée:

Monsieur Geoffroy VAN ROSSEM, gérant de sociétés, né le 19 juin 1972 à Ottignies, Belgique, demeurant professionnellement à 4, rue Michel Rodange, L-2430 Luxembourg

Monsieur Benoît CAMERLYNCK, employé, né le 24 décembre 1965 à Poperinge, Belgique, demeurant à 111, rue de Bettembourg, L-5811 Fentange,

4. Jusqu'à un engagement ne dépassant pas cinq cents euros (500,- EUR) la société est valablement engagée et représentée par la signature individuelle d'un seul gérant.

Au-delà de ce seuil, la société est toujours valablement engagée et représentée par la signature conjointe de deux gérants.

5. AUDITEX S.à r.l., société à responsabilité limitée, ayant son siège social à L-1724 Luxembourg, 3A, boulevard du Prince Henri, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 91.559, est nommée comme commissaire aux comptes de la Société.

6. Les mandats des gérants et du commissaire aux comptes prendront fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2017.

Frais

Le montant total des frais, dépenses, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société, ou qui sont mis à sa charge à raison du présent acte, est évalué approximativement à 1.050,- EUR.

DONT ACTE, le présent acte a été passé à Luxembourg, à la date indiquée en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, connus du notaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, ils ont tous signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Geoffroy VAN ROSSEM, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 23 novembre 2015. Relation GAC/2015/10101. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): G. SCHLINK.

Référence de publication: 2015191700/150.

(150214818) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 novembre 2015.

Société Foncière et Immobilière du Sud S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6791 Grevenmacher, 22, route de Thionville.

R.C.S. Luxembourg B 66.060.

L'an deux mille quinze, le douzième jour du mois de novembre.

Par devant Maître Paul BETTINGEN, notaire de résidence à Niederanven,

A comparu:

Monsieur Victor SELIN, commerçant, demeurant à Chisinau (Moldavie), 26, Timis Strasse,

Comme associé unique de la société anonyme Société Foncière et Immobilière du Sud S.A., ayant son siège social à L-2131 Luxembourg, 18, avenue Marie-Thérèse, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 66.060 (la «Société»), constituée suivant acte reçu par notaire Norbert MULLER, alors de résidence à Esch-sur-Alzette, en date du 25 août 1998, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), numéro 814 du 07 novembre 1998.

Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois en date du 14 février 2011 suivant acte reçu par le notaire instrumentant, publié au Mémorial numéro 1026 du 17 mai 2011.

L'associé unique expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. Qu'il détient toutes les cent (100) actions actuellement en émission dans la Société de sorte qu'il peut valablement prendre une résolution.

II. Que les points sur lesquels des résolutions doivent être prises sont les suivants:

1. Transfert du siège social de la Société de Luxembourg à L-6791 Grevenmacher, 22, route de Thionville et modification conséquente du deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts de la Société.

2. Modification de l'article 3 des statuts afin de remplacer la référence au franc luxembourgeois par une référence à l'euro et de supprimer de cet article l'identité des actionnaires de la Société.

L'associé unique prend les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associé unique décide de transférer le siège social de la Société de Luxembourg à L-6791 Grevenmacher, 22, route de Thionville et, par conséquent, de modifier le deuxième alinéa de l'article 1^{er} des statuts de la Société afin qu'il se lise comme suit:

Art. 1^{er}. Alinéa 2. «Le siège social de la société est établi dans la commune de Grevenmacher.»

Deuxième résolution

L'associé unique décide de modifier l'article 3 des statuts afin de remplacer la référence au franc luxembourgeois par une référence à l'euro et de supprimer de cet article l'identité des actionnaires de la Société de sorte que l'article 3 des statuts se lise comme suit:

«Le capital social est fixé à trente-et-un mille euros (EUR 31.000.-) divisé en cent (100) actions de trois cent dix euros (EUR 310.-) chacune.»

Pouvoirs

Le comparant donne pouvoir à tous clercs et employés de l'Étude du notaire instrumentant à l'effet de faire dresser et signer tous actes rectificatifs éventuels des présentes.

Frais

Les frais, dépenses et rémunérations quelconques, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, s'élèvent approximativement à la somme de mille cent euros (EUR 1.100.-).

DONT ACTE, fait et passé à Senningerberg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée de tout ce qui précède au comparant, connu du notaire instrumentaire par ses nom, prénom, état et demeure, ce dernier a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Victor Selin, Paul Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, A.C.1, le 19 novembre 2015. 1LAC/2015/36547. Reçu 75.-€.

Le Receveur (signé): Paul Molling.

- Pour copie conforme - délivrée à la société aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 25 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191479/52.

(150214464) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Opportunity One, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 138.853.

L'an deux mille quinze, le dix-neuf novembre.

Par-devant Nous Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Global Investment Opportunities Private Equity, Class E Shares, Société d'investissement à capital variable, ayant son siège social au 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg, enregistrée sous le numéro B138.363,

ici représentée aux fins des présentes par Madame Sandra KAISER, employée privée, avec adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration lui délivrée.

La prédite procuration, après avoir été signée «ne varietur» par la mandataire de la comparante et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte à des fins d'enregistrement.

Laquelle comparante, représentée comme il est dit ci-avant, est l'associée unique de la société «Opportunity One», (la «Société»), une société à responsabilité limitée régie selon les lois luxembourgeoises, établie ayant son siège social actuel au 111/115, Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B 138.853 constituée suivant acte notarié en date du 6 mai 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial»), en date du 17 juin 2008, sous le numéro 1496.

Les statuts de la Société furent modifiés pour la dernière fois suivant acte notarié en date du 19 avril 2010, publié au Mémorial C, le 24 juin 2010 sous le numéro 1306.

Laquelle comparante, représentant l'intégralité du capital social, a requis le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

Première résolution

L'associée unique décide de transférer, avec effet immédiat, le siège social de la Société du 111/115, Avenue de Luxembourg, L-4940 Bascharage, à Luxembourg-Ville et plus précisément au 63-65, rue de Merl, L-2146 Luxembourg.

Deuxième résolution

Afin de refléter ce changement de siège social, l'associé unique DECIDE de modifier, dans les deux versions originales de l'acte de constitution de la Société, soit en anglais et en français l'article QUATRE (4) premier alinéa, des statuts de la Société, pour lui donner désormais dans les deux versions précitées, la nouvelle teneur suivante:

English version:

« **Art. 4. paragraph 1.** The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred within the same municipality by decision of the manager or, in case of several managers, of the board of managers.»

Version française:

« **Art. 4. premier alinéa.** Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg. Le siège social pourra être transféré dans la même commune par décision du gérant ou, dans le cas où il y a plusieurs gérants, par décision du conseil de gérance.»

Dont acte, passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, au nouveau siège social de la Société, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, la mandataire de la comparante a signé avec Nous le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: S. KAISER, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 20 novembre 2015. Relation: EAC/2015/27170. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur (signé): SANTIONI.

Référence de publication: 2015191270/48.

(150214106) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

New Suifeng S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1319 Luxembourg, 179, rue de Cents.

R.C.S. Luxembourg B 132.107.

L'an deux mil quinze, le seize novembre,

Pardevant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Ont comparu:

Madame Lumin Guo, commerçante, née à Sichuan (Chine), le 6 juin 1954 demeurant à Wuhou district, C-610041 Chengdu (Chine), 1 New Hope Roa

Monsieur Jian Chen, cuisinier, né à Chengdu (Chine), le 1 octobre 1960, demeurant à L-2251 Luxembourg, 81 avenue du 10 septembre,

Monsieur Lei Chen, agent immobilier, né à Chengdu (Chine), le 22 janvier 1985, demeurant L-2251 Luxembourg, 81 avenue du 10 septembre,

Se réunit

une assemblée générale extraordinaire de la société anonyme

New Suifeng SA

établie et ayant son siège social à L-1319 Luxembourg, 179, Rue de cents,

inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B132.107,

constituée suivant acte reçu par Maître Paul DECKER, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 septembre 2007, publiée au Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations, en date du 30 octobre 2007, numéro 2463, page 118220.

L'Assemblée est ouverte à 12.00 heures sous la présidence de Madame Lumin Guo, lequel désigne

comme secrétaire M. Li GUOZHONG

L'Assemblée choisit comme scrutateur Monsieur Lei Chen, agent immobilier, né à Chengdu (Chine), le 22 janvier 1985, demeurant L-2251 Luxembourg, 81 avenue du 10 septembre

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I.- Que l'ordre du jour de présente Assemblée est le suivant:

Ordre du jour:

Mise en liquidation de la société

Nomination d'un liquidateur

Fixation de ses pouvoirs

Divers

II.- Les actionnaires représentés à la présente Assemblée et le nombre d'actions dont ils disposent ont été portés sur une liste de présence, signée par la mandataire des actionnaires représentés.

III.- Ladite liste de présence, après avoir été signée «ne varietur» par les membres du bureau et le notaire instrumentant, demeurera annexée au présent acte avec lequel elle sera enregistrée.

IV.- Resteront pareillement annexées au présent acte, avec lequel elles seront enregistrées, les procurations émanant des actionnaires représentés à la présente Assemblée, paraphées «ne varietur» par la mandataire desdits actionnaires, les membres du bureau et le notaire instrumentant.

Après délibération, l'Assemblée a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

Les actionnaires décident de procéder à la dissolution de la Société et de mettre ainsi volontairement la Société en liquidation (la «Liquidation»).

Deuxième résolution

Les actionnaires décident de nommer la fiduciaire A.O.S. International S.à r.l, établie et ayant son siège social à L-5540 REMICH, 36, rue de la Gare à la fonction du liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur a les pouvoirs les plus étendus, prévus par les articles 141 et suivants de la loi sur les sociétés commerciales du 10 août 1915 telle que modifiée (la "Loi"). Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 de la Loi sans devoir recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Le Liquidateur est dispensé de dresser inventaire et peut s'en référer aux écritures de la société.

Il peut, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales et déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires telle partie de ses pouvoirs qu'il détermine et pour la durée qu'il fixe.

L'assemblée générale décide en outre d'autoriser le Liquidateur, à sa seule discrétion à verser des acomptes sur le boni de liquidation, aux actionnaires de la Société conformément à l'article 148 de la Loi.

Lorsque la Liquidation sera terminée, le Liquidateur préparera un rapport à l'assemblée générale conformément à l'article 151 de la Loi.

Frais

Les frais et honoraires incombant à la société à raison des présentes sont évalués à la somme de 1.300.- EUR (mille trois cents euros).

A l'égard du notaire instrumentaire, toutes les parties comparantes et/ou signataires des présentes se reconnaissent solidairement et indivisiblement tenues du paiement des frais, dépenses et honoraires découlant des présentes.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, le Président a déclaré le présent procès-verbal clos.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture faite à la comparante ainsi qu'aux membres du bureau, tous connus du notaire instrumentant par nom, prénom, état et demeure, ils ont tous signé avec le notaire le présent acte.

Signés: L. GUO, J. CHEN, L. GUOZHONG, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 18 novembre 2015. Relation: 2LAC/2015/26103. Reçu soixante-quinze euros 75.-

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME,

Luxembourg, le 24 novembre 2015.

Référence de publication: 2015191258/74.

(150213726) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 novembre 2015.

Media Entertainment Communication Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2146 Luxembourg, 63-65, rue de Merl.

R.C.S. Luxembourg B 148.247.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Référence de publication: 2015192836/10.

(150216151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Merlin UK Property Venture 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1931 Luxembourg, 41, avenue de la Liberté.

R.C.S. Luxembourg B 142.339.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 novembre 2015.

Référence de publication: 2015192840/10.

(150216091) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 novembre 2015.
